

Université du Québec à Montréal

MÉMOIRE

LA RUSSIE ET LA GUERRE DU KOSOVO

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR

LARISSA ZAKHARIAN

NOVEMBRE 2007

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

Table des matières

RÉSUMÉ	iii
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
RUSSIE ENTRE OCCIDENTALISME ET SLAVOPHILISME	6
1.1 Les deux versions de la place et du rôle de la Russie dans le monde	
a) Place socio-culturelle	7
b) Cadre de la politique étrangère.....	9
CHAPITRE II	
LA RUSSIE POST-SOVIÉTIQUE. LA NATURE CONCEPTUELLE ET SYMBOLIQUE DE LA NOUVELLE POLITIQUE ÉTRANGÈRE RUSSE ...	11
2.1 <i>Nouvelle pensée politique</i> de Mikhaïl Gorbatchev : contexte historique.....	
2.1	12
2.2 Les Occidentalistes russes du XX ^{ième} siècle: partenariat stratégique, la démocratie, l'économie de marché	
2.2	15
CHAPITRE III	
L'ÉCHEC DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE OCCIDENTALISTE.....	19
3.1 L'élargissement de l'OTAN.....	
3.1	25
3.2 La Russie et crise dans les Balkans.....	
3.2	30
3.3 Les Accords de Dayton - première étape de la présence de l'OTAN dans les Balkans.....	
3.3	34
3.4 La guerre du Kosovo : l'instauration d'un nouvel ordre en Europe du sud.	
3.4	44
CHAPITRE IV	
L'IMPACT DE LA GUERRE DU KOSOVO SUR LES DEBATS ET LA POLITIQUE ETRANGERE RUSSE.....	52
4.1 Changement de la conception de la politique étrangère russe. Arrivée au pouvoir des Étatistes	
4.1	59
CONCLUSION	68
NOTES.....	69
BIBLIOGRAPHIE.....	81

RÉSUMÉ

La guerre du Kosovo (une petite région située en Yougoslavie et qui revendiquait son indépendance de Belgrade) en mars de 1999, a apporté une contribution centrale dans la conception de la politique étrangère russe entre l'époque du Président Boris Eltsine (qui fut une phase « révolutionnaire » et « ultra-occidentaliste ») et celle marquée par l'arrivée au pouvoir du Président Vladimir Poutine (« étatiste », ou « rationaliste ») en changeant radicalement ses objectifs et ses déterminants.

Pourquoi cet événement prend-il une telle importance pour la politique étrangère russe? Le but principal du mémoire est de donner une réponse à cette question.

Pour étayer la thèse nous avons entrepris les démarches suivantes :

1. Reconstituer la base conceptuelle et symbolique de la politique étrangère russe dans son contexte historique, en portant une attention particulière sur le courant occidentaliste, ses orientations politico-idéologiques, qui aura une influence sur le pouvoir en Russie sous Boris Eltsine (1991-1999); 2. Envisager l'échec de la politique étrangère des occidentalistes russes sous l'angle de l'élargissement de l'Alliance atlantique, l'un des facteurs décisifs de la guerre du Kosovo;
2. Montrer l'impact de la guerre du Kosovo sur les débats et la politique étrangère de la Russie.

Mots clés : Russie, B. Eltsine, V. Poutine, politique étrangère russe, Occidentalisme, Étatisme.

INTRODUCTION

Nous avons choisi de traiter d'un événement qui a eu lieu dans les Balkans il y a sept ans, plus précisément au mois de mars 1999. Cet incident devait devenir un des événements majeurs de la Russie contemporaine : il s'agit de la guerre du Kosovo (une petite région située en Yougoslavie et qui revendiquait son indépendance de Belgrade). (1)

Lors de cette guerre, les forces militaires de l'OTAN, dirigées par les États-Unis (sous le prétexte de la « libération du peuple kosovar ») ont fait des bombardements dévastateurs en Serbie (Yougoslavie). Ils effectuèrent plus de 15 000 sorties, pilonnant les villes et les villages de ce pays, détruisant les usines, les hôpitaux, les écoles, la majeure partie de l'infrastructure industrielle et sociale, tuant et blessant des milliers de personnes innocentes.

Nous traiterons donc de la Russie et de la guerre du Kosovo. Pourquoi nous attarder à ce sujet ? Nous croyons que, pour la Russie post-soviétique, la guerre du Kosovo est comparable au « crash » financier de 1998 et à la guerre en Tchétchénie, des événements qui eurent tous deux des conséquences sur la politique étrangère russe.

Soulignons d'abord que la guerre du Kosovo a eu une résonance sans précédent dans la société russe. En effet, c'était la première fois depuis l'effondrement de l'URSS que l'opinion publique, le gouvernement russe et les partis politiques presque unanimement, condamnaient l'action de l'OTAN dans les Balkans (3).

Pour la Russie, l'action de l'Alliance atlantique au Kosovo est devenue un moment marquant dans les relations internationales. D'abord, la Russie a perçu cet

événement comme une tentative de détruire l'ordre mondial basé sur les accords de Yalta et de Potsdam, qui portaient sur la stabilité, la sécurité et l'inviolabilité des frontières en Europe après la Deuxième Guerre mondiale. Cette opération militaire de l'OTAN représentait aussi pour les Russes une violation du droit international, de la Charte de l'ONU et de la résolution 1224 du Conseil de sécurité sur l'intégrité territoriale de la Yougoslavie (4). Il nous semble nécessaire de parler de l'impact de cette guerre sur la diplomatie russe. Par exemple, dans le cadre des relations russo-occidentales, elle constitue un tournant majeur, et une influence « absolument désastreuse » selon le politologue P-M de la Gorge*, dans tous les domaines : politique, militaire, économique et idéologique. Les relations russo-occidentales désignent ici, en premier lieu, les relations entre la Russie et les États-Unis* et ensuite celles entre la Russie et l'Alliance atlantique (l'Acte fondateur du Conseil conjoint permanent Russie-OTAN)* (7)

Le 24 mars 1999 (le jour du bombardement de la Serbie), la Russie annonçait officiellement la suspension de tous ses contacts militaires avec l'Alliance atlantique en rappelant les représentants russes de Bruxelles et en demandant aux représentants de l'OTAN de quitter Moscou : « (...) chacun sait que l'organisation de l'Atlantique Nord, organisation en principe à vocation défensive, n'avait nul droit d'intervenir en dehors de son périmètre, selon ses propres statuts. »(12)

Les documents officiels les plus importants en matière de politique étrangère russe, soit le nouveau *Concept de sécurité territoriale de la Fédération de Russie*, adopté le 10 janvier 2000 (16) et la nouvelle *Doctrine militaire de la Fédération de Russie*, adopté le 21 avril 2000 (17), expriment tous deux une vision ouvertement anti-occidentale.

L'affaire des Balkans a eu des répercussions importantes également dans les relations entre la Russie et le « proche étranger » (le monde post-soviétique) qui

subira de sérieux bouleversements. Nous entendons par là que plusieurs pays ex-soviétiques tentent de plus en plus de se rapprocher des États-Unis.*(20) Au cours du cinquantième anniversaire de l'OTAN à Washington en avril 1999 (tout de suite après le bombardement de la Serbie), tous les membres de la CEI (Communauté des États Indépendants), y compris la Biélorussie, croyaient bon répondre positivement à l'invitation américaine. (sauf la Russie)

Enfin, la guerre du Kosovo a envenimé la situation politique dans la société russe, faisant réapparaître des divergences notables entre différents courants politiques et philosophiques sur l'identité du pays et sa place dans le monde. Plusieurs ont vivement critiqué le Président Eltsine et son entourage, les accusant de trahir les intérêts nationaux du pays et leur demandant de changer immédiatement le cours et les orientations pro-occidentales de la diplomatie russe.(21) Soulignons que le Président Eltsine annoncera son départ de la Présidence le 31 décembre 1999, quelques mois à peine après la guerre du Kosovo.(22)

Le nouveau gouvernement du Président russe Vladimir Poutine ouvre un nouveau chapitre de la politique étrangère russe bien différent de l'époque de Boris Eltsine. Dans un article publié dans la revue *Mejdounarodnaya jizn (La vie internationale, 2001)* intitulé « Nouvelle année de politique extérieure pour le monde et la Russie », Igor Ivanov, le ministre des Affaires étrangères, expose les fondements de l'action diplomatique russe. Il y a, premièrement, le renforcement des institutions multipartites et avant tout le rôle central et coordonnateur de l'ONU et de son Conseil de sécurité, qui doit être le garant respecté de l'immutabilité des principes fondamentaux du droit international (principes violés par les forces de l'Alliance atlantique au cours de la guerre du Kosovo). Le second moyen est le dialogue inter-étatique sur lequel la Russie compte beaucoup pour résoudre les problèmes importants et accroître ainsi son influence dans le monde. Dans cette perspective, la

Russie n'a qu'un seul objectif : « La prospérité et la sécurité à travers l'interaction internationale avec le maintien de *l'authenticité nationale* : voilà notre principe. »(24)

Pour conclure, nous reviendrons sur la question de la diplomatie de Poutine et la place qu'y occupe la guerre du Kosovo. Cependant, il sera nécessaire de souligner que la réévaluation de l'héritage de l'Union soviétique et le retour à la puissance comme point principal de cette nouvelle politique étrangère : « Aucun problème global ou régional ne peut être réglé sans la participation active et égale de la Russie ; c'est une réalité géopolitique. »(25) Ces mots, prononcés par le Président Poutine en août 2000, sont devenus la devise de la politique extérieure de la Russie post-eltsinienne.

Comme nous pouvons le constater, la guerre du Kosovo représente un moment important dans la conception de la politique étrangère russe : entre l'époque du Président Boris Eltsine (qui fut une phase « révolutionnaire » et « ultra-occidentaliste ») et la nouvelle époque avec l'arrivée au pouvoir du Président Vladimir Poutine (« étatiste » ou « rationnelle ») qui change radicalement ses objectifs et ses déterminants.(24)

Pourquoi cet événement prend-il une telle importance dans la politique étrangère russe ? Le but principal de notre recherche sera de répondre à cette question. Pour ce faire, il faut revenir en arrière et étudier le passé pour expliquer le présent. Pour étayer cette thèse nous entreprendrons les démarches suivantes :

- 1) Reconstituer la base conceptuelle et symbolique de la politique étrangère russe dans le contexte historique actuel, en portant une attention particulière sur le courant occidentaliste. Les tenants de cette orientation politico-idéologique prendront le pouvoir en Russie sous la présidence de Boris Eltsine (1991-1999).

- 2) Montrer le fondement de la vision néo-libérale et occidentaliste russe à l'époque post-soviétique.
- 3) Analyser la politique étrangère russe à l'aide de la vision de Andrei Kozyrev, occidentaliste (1991-1996) et de Evgueni Primakov, étatiste (1996-1998). Deux visions et deux conceptions très différentes.
- 4) Envisager l'échec de la politique étrangère des occidentalistes russes sous l'angle :
 - L'élargissement de l'Alliance atlantique, l'un des facteurs décisifs de la guerre du Kosovo,
 - du changement des rapports internationaux dans les Balkans :
 - a) l'Accord de Dayton constitue la première étape de la présence de l'OTAN dans les Balkans;
 - b) la guerre du Kosovo, l'instauration d'un nouvel ordre dans l'Europe du sud.
 - Recul considérable sur la scène internationale (monde post-soviétique, l'Europe)
- 5) L'impact de la guerre du Kosovo sur les débats et la politique étrangère de la Russie :
 - changement central dans la conception de la politique étrangère russe.
 - arrivée au pouvoir du Président Vladimir Poutine, représentant la tendance « étatiste ».

Chapitre I

LA RUSSIE : ENTRE L'OCCIDENTALISME ET LE SLAVOPHILISME

Le 8 décembre 1991, dans la forêt de *Beloveja* (en Biélorussie) les présidents de trois républiques soviétiques slaves, soit la Russie (B. Eltsine), l'Ukraine (D. Kravtchouk) et la Biélorussie (S. Chouchkievitch) prenaient une décision qui jusqu'à ce jour, par sa dimension et son importance politique dans le monde contemporain, n'a pas de précédent. Il s'agit de la fin de l'un des grands États du monde, l'Union soviétique.(1) Le 25 décembre 1991, après la démission de son premier et dernier président, Micaïl Gorbatchev, l'URSS disparu de la scène internationale.(2)

La dissolution de l'Union soviétique a eu de grandes répercussions sur la scène internationale, provoquant les changements les plus profonds du XX^{ième} siècle qui se soient produits et qui se poursuivent encore dans la zone stratégique délimitée par le mer Baltique d'une part, et par la Grande Muraille de Chine, d'autre part.(3)

L'une des graves conséquences de ces perturbations inattendues et inimaginables surviendra huit ans plus tard, lors de la guerre du Kosovo (en Yougoslavie) au printemps 1999. Il s'agit d'une guerre qui, comme nous le disions plus haut, aura un impact direct sur la conception de la politique étrangère russe. Pour tenter d'expliquer cet événement, nous croyons devoir d'abord faire un retour en arrière, au début des années 1990, au moment de la formation d'une nouvelle image internationale de la Russie. Quels étaient alors les objectifs et les déterminants de la philosophie de la nouvelle politique étrangère russe ?

Pour répondre à ces questions, nous ferons l'analyse de deux courants fondamentaux dans la pensée politique russe : l'occidentalisme et le slavophilisme (Chapitre I). Ils auront une influence marquante puisqu'ils déterminent les tendances conceptuelles de la Russie post-soviétique. Nous nous intéresserons plus particulièrement à l'occidentalisme, cette vision théorique et cette force politique qui prendra le pouvoir en Russie sous la présidence de Boris Eltsine (1991-1999).

1.1 Les deux versions de la place et du rôle de la Russie dans le monde :

a) Place socio-culturelle

En Russie, il existe historiquement deux courants de pensée au plan politique : *l'occidentalisme* et le *slavophilisme*. Leurs idées sont concentrées autour de deux thèmes majeurs, le premier traite surtout de la nature et du rôle de l'État dans la société alors que le second est préoccupé par la place de la Russie dans la société internationale. (5)

En matière de politique étrangère, ce « conflit » d'idées politiques s'articule principalement autour de la notion d'intérêt national qui est directement liée à l'identité nationale. Chacun présente une vision de l'étranger, une définition de l'intérêt national ainsi qu'un ensemble de propositions pour la politique extérieure.(6)

Ces deux courants idéologico-politiques se sont formés parmi l'intelligentsia russe (l'élite) au cours du XIX^{ième} siècle. Le grand philosophe russe N. Berdiaev, dans son célèbre *Russkaya idéya* (7), ce qui signifie « L'idée russe », donne l'explication suivante de ce phénomène qui a façonné depuis toujours le « paysage » politique russe. L'intelligentsia russe, (dont le fondateur selon l'auteur était A. Radichev), représente la culture verticale, la culture de l'État, celle de l'élite en contact avec l'Occident, et qui, en Russie, coexiste avec la culture du peuple (horizontale), celle du folklore, celle de la tradition orale, des chants populaires et des légendes. Selon nous,

l'absence de jonction entre les deux cultures retarde l'apparition en Russie d'une société civile unique, capable de prendre en main la destinée du pays. L'intelligentsia russe était consciente de la situation paradoxale de la Russie où presque le tiers de la population était réduite à l'esclavage et, en même temps, la politique en matière d'éducation était très avancée. C'est la culture verticale, consciente de ses privilèges et de l'injustice qui frappe la grande masse de la population, qui développe un sentiment de culpabilité et cherche les moyens de changer cet ordre social. Notons que cette « culpabilité » et cette « responsabilité historique » de l'intelligentsia russe deviendra l'une des composantes des différents mouvements socio-politiques en Russie avant la Révolution d'octobre.(9) Le débat qui partage l'élite en deux courants de pensée, les *slavophiles* et les *occidentalistes*, naît du chemin à prendre, de l'explication à donner au destin historique de la Russie (sur ce sujet, l'œuvre de N. Berdiaev *Sudba Rossii*, (*Le destin de la Russie*) est fort éclairante (10)).

Si les *occidentalistes* (dont M. Speranskii, P. Tchaadaev, V. Kavelin, T. Granovski, B. Tchitcherine et plus tard P. Novgorodsev et S. Ressen) étaient sous l'influence des idées libérales européennes, plus particulièrement celle de Locke, Hume, Montesquieu et Kant, les idées des *slavophiles* (A. Homakov, I. Kireevski, les frères K. et I. Aksakov et autres) sont nées en réaction à l'occidentalisme, comme une vision qui respecte l'esprit et les traditions du peuple slave, plus proche de la culture horizontale. (11)

Les *Occidentalistes* imaginent un état de nature, antérieur aux sociétés organisées, comme un état dans lequel les hommes vivent libres, dans une égalité et une harmonie relatives. La conception libérale de l'état de nature, selon B. Tchitcherine(12), est une construction de l'esprit destinée à légitimer les revendications en faveur du respect des droits naturels de l'homme. L'individu est autonome, séculaire et rationnel. Il est doté de droits naturels. Rousseau, P. Tchaadaev et A. Hertsen, entre autres, considèrent que chaque individu a des droits

qu'il peut réclamer simplement en tant qu'être humain. La définition de ces droits varie : le droit à la vie, à la liberté, à la propriété... Les droits naturels ont ceci de commun qu'ils sont inaliénables et c'est le premier devoir de l'État russe, l'abolition de la servitude qui existait encore en Russie.(13)

Observant que la Russie se développe moins rapidement que l'Europe, les *Occidentalistes* croient que : « Si nous voulons prendre notre place dans le monde, semblable aux autres peuples civilisés, nous devons assimiler tout ce qu'il y a de meilleur dans la culture des autres. Tel est l'avenir de la Russie en Europe. » (T.Granovskiy) (14). (Des décennies plus tard, les néo-libéraux occidentalistes russes auront recours aux mêmes arguments pour faire conduire le pays vers le progrès.)

Les *Slavophiles*, au contraire, croient que la liberté individuelle, le rationalisme et le calcul de l'homme occidental étaient étrangers à la nature spirituelle de l'homme russe. La Russie a été créée par le christianisme; celui-ci a unifié toutes les tribus slaves (les serbes aussi) dans un État pour qui « Moscou est la troisième Rome » (la deuxième est Byzance, de qui les slaves adoptèrent le christianisme). Selon les *Slavophiles*, les Russes, tout au long de leur histoire, n'ont pas changé leurs valeurs ni leur vision du monde. L'essence du pouvoir étatique russe, croient-ils, est dans l'idée d'ensemble, c'est-à-dire, à la fois, le nationalisme, l'orthodoxie et l'absolutisme. (15) (Certains d'ailleurs croient que «l'absolutisme» s'incarne de nos jours dans le pouvoir poutinien.) (16)

b) Cadre de la politique étrangère

Au plan des relations internationales, les *Slavophiles* se distinguent complètement des Occidentalistes car ils rejettent le modèle européen. La Russie, par sa position géopolitique, est à la fois asiatique et européenne. Elle a sa propre voix, son propre intérêt national et est absolument différente de l'Europe. La Russie est un

pays singulier, semblable à nul autre, avec « ses tragédies et ses capacités salvatrices », avec son messianisme en tant que protecteur de tous les peuples slaves, ce qui justifie selon elle une politique étrangère « forte, fiable et sans compromis ».

(17) Les deux courants politiques ont persisté dans l'histoire russe (majoritairement parmi l'intelligentsia russe qui émigra à l'étranger après la *Révolution d'Octobre*).

(18).

Il y eut un développement remarquable de la ligne occidentaliste lors de la période gorbatchévienne et particulièrement après la dissolution de l'Union soviétique et la création de la Fédération de la Russie. Nous nous demanderons quelle est l'essence conceptuelle et symbolique de l'Occidentalisme dans la Russie post-soviétique. L'importance accordée à l'Occidentalisme s'explique par le fait que cette force théorique et politique sera la vision dominante pendant la présidence de Boris Eltsine (1991-1999).

Chapitre II

LA RUSSIE POST-SOVIÉTIQUE. LA NATURE CONCEPTUELLE ET SYMBOLIQUE DE LA NOUVELLE POLITIQUE ÉTRANGÈRE RUSSE

À la fin du XX^{ième} siècle, l'Occidentalisme, comme vision philosophique, force politique et comme idéologie, c'est-à-dire un projet collectif de société (l'idéologie peut être vue comme une expression du conflit dans la société, à ce sujet voir A. J. Bélanger, V. Lemieux), fera un grand retour, inattendu, en Russie. Il y a une nouvelle vague d'adeptes du courant libéral qui arrive au pouvoir avec le Président Boris Eltsine, tel que le Premier ministre Egor Gaidar, le vice-président Gennadii Bourboulis et le ministre des Affaires étrangères, Andrei Kozyrev. Tous avaient une vision purement occidentale et ils étaient perçus comme des radicaux. Semblables à leurs précurseurs, ils étaient sous l'influence des idées occidentales, surtout le néo-libéralisme d'origine américaine. En économie, ils appréciaient les idées de Milton Friedman. (Au sujet de la vision néo-libérale russe, nous croyons que les livres des principaux acteurs de l'époque eltsinienne pertinents sont ceux de : E. Gaidar, *Dni porajenii et pobed*, (*Les jours des triomphes et des défaites*); A. Koserev, *Probujdenije*, (*Réveil*); Tim Dunne, « *Libéralisme de John Baylis et S. Smith*».)*

Les néo-libéraux russes croyaient que la *Révolution d'Octobre* de 1917 était une « erreur historique » qui empêchait le développement de la Russie. Selon eux, le développement devait emprunter plutôt la voie du capitalisme et de la démocratie. Ils refusaient donc l'idéologie soviétique et plus particulièrement la théorie de la « lutte des classes » dans les relations internationales.

À ce propos, mentionnons que les discours de B. Eltsine à l'ONU le 31 janvier 1992 et l'allocution de A. Kozyrev devant le Conseil de la CSCE à Stockholm en décembre 1992 (transcrits dans des documents complets et officiels intitulés *Principes de la politique étrangère* et *Doctrines militaires russe*), prouvaient, textes à l'appui, l'intention de la diplomatie russe d'abandonner l'idéologie soviétique dans les activités internationales.(21)

Cette « diplomatie de choc » de Kozyrev-Eltsine n'était pas une idée neuve, ni pour la Russie, ni pour le monde entier : la priorité de la « nouvelle pensée » (une rupture idéologique fondamentale avec l'héritage soviétique) existait déjà chez Gorbatchev dont la vision du monde constitue une innovation marquante. (22) L'héritage idéologique gorbatchévien a eu une influence décisive sur les néo-libéraux russes (majoritairement issus du courant le plus réformiste et le plus radical de la perestroïka). « (...) Sans réforme gorbatchévienne, le mur de Berlin serait resté debout » a noté le politologue russe Alexandre Konovalov. (23) De même, nous croyons que sans la « nouvelle pensée » gorbatchévienne, le « partenariat stratégique » kozerev-eltsine n'aurait jamais existé. Mais d'où vient l'occidentalisme gorbatchévien ?

2.1 Nouvelle pensée politique de Mikhaïl Gorbatchev : contexte historique.

Bien sûr, ces idées avaient une racine historique en Russie mais comment apparaissent-elles dans l'Union soviétique dont l'idéologie fondamentale est le marxisme ? Selon nous, cela constitue un point important pour la compréhension de la spécificité de l'environnement politique et idéologique de la Russie d'aujourd'hui. Après le Congrès du Parti communiste de 1956 et dans le contexte du dégel khrouchtchévien, il se forme, parmi l'intelligentsia soviétique, le mouvement *chestidesiatniki* (« hommes des années soixante »). Ceux-ci contestent la légitimité du système politique édifié par Staline. Naissant sous le régime stalinien, ils constituent

la première génération exposée, pendant la guerre, à une influence occidentale directe et grâce au vingtième Congrès, ils accéderont au monde politique. (24)

Comme l'indique justement E. Primakov (25), une opinion largement répandue, veut que les *chestidesiatniki* soient les premiers dissidents soviétiques qui tentent « d'ébranler » le système politique soviétique. Parmi les *chestidesiatniki* bien connus mentionnons, entre autres, l'académicien mondialement reconnu A. Sakharov, le musicien M. Rostropovitch et A. Soljenitsyne, l'auteur de *L'Archipel du Goulag*. Sans diminuer l'importance de ceux-ci (selon l'historien V. Berelowitch : « La dissidence dans l'histoire de l'URSS est une des seules formes d'opposition au régime soviétique, dont le programme et l'action se définissaient par la défense des droits des l'homme »), (26) il ne faut pas oublier qu'il y eut d'autres partis dans le mouvement *chestidesiatniki*, qui étaient eux aussi contre plusieurs des dogmes idéologiques du système soviétique.

Nous parlons ici des plus progressistes des *aparatchiki* : « les fonctionnaires soviétiques », pour qui le Rapport de Khrouchtchev signifiait un « feu vert » pour des changements dans le système soviétique. Ils mettront en doute le principe fondamental de l'héritage idéologique de l'Union soviétique en prônant une révision profonde du marxisme-léninisme.(30) Rappelons trois thèses en particulier qui caractérisent le révisionnisme soviétique, issu du Rapport : la révolution prolétarienne n'est pas nécessaire, le socialisme peut être instauré de manière pacifique, par la voie électorale, sans la lutte des classes (ce qui était l'un des fondements du marxisme). La dictature du prolétariat n'est pas une étape incontournable de la construction du socialisme ; celle-ci est compatible avec l'existence de certains principes capitalistes. Les États communistes doivent développer une politique de coexistence pacifique avec l'ouest (une thèse qui sera soutenue pour la première fois en 1920, par Lénine, et puis par le ministre des Affaires étrangères soviétique B. Tchitcherine) (27), en raison de la menace nucléaire.

C'est Khrouchtchev qui a initié la future chute du Mur de Berlin en créant la première lézarde, les premiers doutes dans la croyance de ceux qui se consacraient aux idées socialistes tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays (n'oublions pas la réaction contradictoire de plusieurs partis communistes, particulièrement le parti communiste chinois, ainsi que le mouvement de contagion oppositionnel dans le « camp du socialisme » en Europe de l'est après le XX^{ième} Congrès). (28)

Même s'ils continuent, selon Issac Deutscher (*La révolution inachevée*) à « répéter et répéter, que l'Union soviétique était et demeurerait la championne du socialisme (29), nombre de *chestidesiatniki*, notamment dans le domaine des relations internationales, avaient conscience de l'inefficacité d'une doctrine de politique étrangère soviétique essentiellement « déduite des textes de Lénine » (dans ses mémoires, *Godi v bolchoi politiké*, (*Les années dans la haute politique*) Evgueni Primakov commente ce sujet, intitulant éloquentement le premier chapitre *La difficile délivrance des chaînes idéologique*. (30).

Ces penseurs étaient préoccupés particulièrement par la situation précaire de l'économie qui, selon Primakov, à cause du dogme idéologique (l'économie centralisée soviétique), ne pouvait pas être concurrentielle, par rapport à l'économie « plus efficace et réellement changeante dans le temps » que représente l'économie des pays occidentaux.

Ils ont tenté de changer la situation par des réformes tant dans le domaine intérieur qu'extérieur(31), demeurant tout de même, et cela est fort important, fidèles aux idéaux d'Octobre et du parti communiste soviétique. Comme on peut le noter chez plusieurs d'entre-eux, dont les fonctionnaires avec de hautes responsabilités (même A. Keldich, A. Rumantsev, N. Inozemtsev).

Comme le mentionne E. Primakov, « (...) nous avons cherché à adapter le système soviétique aux contraintes de l'ordre international, contraintes niées par l'idéologie. »(32) Les réformes économiques et politiques intérieures furent entreprises par A. Kosigin, le chef du gouvernement soviétique sous Brejnev, et seront décriées par les conservateurs du parti communiste soviétique et par Y. Andropov lors de son court passage au pouvoir en 1983.*

Grâce aux efforts de la génération de Brejnev, il y eut un changement remarquable dans les relations est-ouest, soulignons, entre autres, les négociations des accords Salt I et Salt II qui éliminaient la possibilité d'une future guerre nucléaire et promettaient le développement progressif des échanges économiques et technologiques entre l'Union soviétique et les Occidentaux.* C'est cette génération qui prépare les changements *qualitatifs* de la « nouvelle pensée politique » gorbatchévienne et qui tentera de répéter, pendant la perestroïka, le projet de « rationalisation et d'humanisation » du système qu'ils souhaitaient mener à bien dès les années soixante.*

2.2 Les Occidentalistes russes du XX^{ième} siècle: partenariat stratégique, la démocratie, l'économie de marché

La vision théorique de Gorbatchev aurait, selon J. Lévesque, énormément emprunté aux courants de pensée des occidentaux; ce serait un mélange des idées de Gramsci ainsi que de la sociale-démocratie européenne. (35). Elle exprimait la vision d'un monde interdépendant et essentiellement intégré et rejetait l'hypothèse selon laquelle la lutte des classes expliquerait les relations interétatiques, remplaçant « l'internationalisme communiste » par « l'internationalisme humanitaire » subordonnant ainsi la lutte des classes à l'intérêt national et aux intérêts communs. La priorité devenait la « lutte pour la survie de l'humanité » ce qui, finalement,

« (...) représentait un cheminement dans un processus de sortie du marxisme-léninisme. » (J. Lévesque)*

Poursuivant les idées de Gorbatchev, l'entourage de Boris Eltsine (le groupe le plus radical de l'équipe gorbatchévienne) tentera de projeter l'image d'une Russie normale et civilisée directement liée à l'Occident (l'Europe et les États-Unis) et partageant les mêmes valeurs. Eltsine et son équipe croyaient au rapprochement sur la base de valeurs communes entre la Russie et les occidentaux (une culture et une histoire), affirmant du même coup qu'il n'existait plus de divergences fondamentales d'intérêts entre la Russie, l'Europe et les États-Unis. (37) Voilà qui explique pourquoi, parmi les trois tâches essentielles pour créer les « conditions favorables à la transformation de la Russie », vint en premier lieu l'entrée dans le monde civilisé, c'est-à-dire joindre, « sur un pied d'égalité », le *club* des États démocratique reconnus (les pays occidentaux, membres de l'Alliance atlantique). (38)

Les deux autres priorités de la politique étrangère russe : les relations avec la CEI (les pays de l'ancienne Union soviétique) - *une sphère d'intérêt vital*, et avec les pays d'Europe de l'Est qui ne doivent pas constituer une sorte de zone tampon entre l'Est et l'Ouest, suivent derrière le partenariat stratégique avec l'Occident.

Au même titre que Mikhaïl Gorbatchev, Boris Eltsine pouvait affirmer que « (...) plus que jamais notre politique étrangère est déterminée par notre politique intérieure. » (39) Comme le souligne Caroline Ibos-Hervé, le point important dans la vision des libéraux est : « (...) l'interdépendance entre l'ouverture politique et économique de la Russie et la transition vers le marché et la démocratisation. »(40)

Selon les libéraux, dans la politique intérieure, le renouveau de la Russie et sa rapide transition vers la civilisation, (l'une des conditions de l'intégration au système de l'économie mondiale), ne sont possibles que par un soutien financier, technique et

organisationnel stables de la part de l'Occident, et ce, à travers les organisations internationales financières et économiques telles que le FMI, la Banque mondiale et le GATT.(41)

Un deuxième point important de la vision des *Occidentalistes* est la stratégie envers les pays de l'ex-l'URSS. Tout comme Gorbatchev, ils partagent conceptuellement les valeurs universelles occidentales (droits de l'homme, libertés fondamentales) en tant que composante essentielle de l'ordre social autant qu'international, ils reconnaissent également les nouvelles frontières russes et la souveraineté des pays ex-soviétiques (*le proche étranger*). (42)

Ils croient aussi, comme le croyait Gorbatchev, dans l'importance du rôle des institutions internationales et de s'adresser en certaines occasions aux Nations Unies, à la CSCE et à l'OTAN. Ne perdons pas de vue que la situation de la population russophone dans l'espace post-soviétique est parfois problématique (un problème considérable et complexe de politique étrangère); elle compte donc sur « (...) l'appui et la diplomatie des pays membre de l'OTAN pour qu'ils contribuent à garantir la protection des droits, de l'existence et de la dignité des minorité russes. » (43)

Selon des *Occidentalistes*, l'intégration de la Russie à l'Occident constitue le moyen le plus efficace pour assurer un intérêt national russe fort, gardant son statut de grande puissance et créant un nouvel ordre mondial de « grande à grande » avec les États-Unis. Percevant les États-Unis comme le symbole des valeurs occidentales et l'URSS comme le symbole du totalitarisme et de l'expansionnisme militaire, les libéraux voient les véritables intérêts nationaux russes dans une alliance, une stratégie de partenariat avec l'Occident (c'est-à-dire les pays membres l'OTAN).

Ceux-ci sont perçus « comme nos amis naturels, et à terme, comme nos alliés » (45) écrit en février de 1993, A.Kozyrev, principal théoricien en matière de la

politique étrangère. « Dans notre concept d'alliance avec l'Ouest, continue l'auteur, il n'y a pas de place pour la confrontation politique, parce qu'il n'y a plus d'ennemi. Une telle alliance constitue le cadre le plus favorable que l'on puisse imaginer dans les conditions actuelles pour la défense des intérêts de la Russie. » (46)

Mais quelque années plus tard, en mars 1999, la guerre du Kosovo et les bombardements de la Yougoslavie - au cœur d'Europe- par l'Alliance atlantique, marque l'échec du partenariat stratégique avec l'Occident, c'est-à-dire de la ligne générale de la politique étrangère russe, en même temps qu'elle met en évidence la grande déception des Occidentalistes du comportement de ces alliés. Elle marque aussi le changement conceptuel du cours de la diplomatie russe. Pourquoi ?

Pour mieux saisir et comprendre l'échec des Occidentalistes dans la politique étrangère russe et l'apprécier à sa juste valeur, nous suivrons les arguments des néo-libéraux eux-mêmes.

Chapitre III

L'échec de la politique étrangère occidentaliste.

Suivant leur conception en matière de politique étrangère, les Occidentalistes n'ont pas considéré la Fédération de la Russie ni comme la continuation de l'URSS, ni comme celle de la Russie d'avant la révolution d'Octobre. La Russie de 1991 sous Boris Eltsine était un nouvel État, complètement différent tant par son régime politique que par ses frontières extérieures et sa configuration géopolitique.

Elle a besoin d'élaborer et d'adopter une nouvelle vision du développement du pays. On doit avoir sa propre voix et sa propre place sur la scène internationale, compte tenu de la nouvelle réalité du monde après l'effondrement de l'Union soviétique. (Voir le livre de l'ancien Premier ministre des Affaires étrangères russe, Igor Ivanov. *La Russie dans le monde contemporain*, 101-116).

Ce nouveau statut de la Russie a forcé le pouvoir russe à modifier l'interprétation du passé du pays. Elle devait « (...) se libérer de l'héritage de la guerre froide », et commencer à mettre en place de nouvelles relations avec l'OTAN, l'Union européenne, les organisations économiques mondiale. Les confrontations idéologiques au temps de l'Union soviétique étaient l'une des sources de tension entre l'Est et l'Ouest.* L'une des principales tâches de la diplomatie russe était d'élaborer une nouvelle approche avec le monde post-soviétique (Communauté des États Indépendants) et les pays de l'ex-camp socialisme. Ces objectifs ont été partiellement atteints.

Entre 1991 et 1993, la première étape dans la politique étrangère russe, quand la Russie s'est convertie aux dogmes occidentaux (G. Troude), la démocratie, le libéralisme économique, les privatisations massives et l'adhésion aux organisations internationales financières : le FMI et BIRD, la coopération entre la Russie et l'Occident (en première lieu avec les États-Unis) dans le domaine militaire et politique semblait bien fonctionner.

En janvier 1993, la Russie et les États -Unis signent le traité START II, aux termes duquel les deux pays s'engagent à réduire la quantité de têtes nucléaires à 3 000 -3 5000 unités. Rappelons que, le START I a été signé par Gorbatchev lors de la dernière année d'existence de l'URSS, en juillet 1991. Ce document prévoyait la diminution des arsenaux stratégiques nucléaires de chacun parties à 6 000 ogives.*

En septembre 1991, les États-Unis ont pris l'initiative unilatérale de diminuer leur réserve d'armement nucléaire. En réponse à cette initiative états-unienne, d'importantes réductions des armements nucléaires tactiques ont été décidées par Gorbatchev et par Eltsine. (Voir « La politique de la Russie dans le domaine de la limitation et de la diminution des armements » en 29 janvier 1992.)* Comme membre du Conseil de Sécurité de l'ONU, la Russie, selon la stratégie de partenariat avec l'Occident, a toujours adopté une position solidaire à la position américaine, même sur la question de la crise en Yougoslavie.*

Dans les relations avec les anciennes républiques soviétiques, la Russie a réussi à éviter des conflits majeurs. (sauf celui de la sécession de la Transnistrie en Moldova). Au moment de l'effondrement de l'URSS, presque tous les composants étaient en place pour la création du scénario yougoslave : la Russie comme la Serbie étaient les pays qui perdaient le plus de l'éclatement de la fédération qu'elles avaient dominée. Dans certaines régions de l'Ukraine, du Kazakhstan et de l'Estonie, les Russes forment des majorités compactes et les frontières entre les anciennes

républiques soviétiques étaient très artificielles. Elles n'avaient jamais été envisagées et considérées comme frontières extérieures. Il a suffi d'un appui du gouvernement fédéral nationaliste pour pousser le mouvement d'indépendance au premier plan et la guerre partout dans l'espace ex-soviétique est devenue inévitable.*

Dès 1991, la Russie a obtenu la reconnaissance de la communauté internationale d'être le successeur de l'ex-URSS. C'est là un des grands succès des Occidentalistes. Officiellement, suite à une demande faite par le Président Eltsine à l'ONU le 24 décembre 1991, la Russie est devenue le 13 janvier 1992 la seule parmi les 15 autres républiques à assumer toutes les responsabilités de celle-ci sur la scène internationale.*(151)

Pour la Russie, cette décision était très importante, on lui permettait de prendre sans douleur la place de l'ex-Union soviétique au sein des Nations Unies et des instances spécialisées de celle-ci (y compris, en tant que membre permanent du Conseil de sécurité). Cette place sera aussi reconnue dans l'ensemble du système des relations internationales.*(152) (La Russie a aussi reconnu tous les traités et les accords internationaux (16.000) signés par l'URSS et établi des relations diplomatiques avec 160 États du monde). En même temps, comme indique Jean-Marie Chauvier, la Russie, en devenant le successeur officiel de l'URSS sur la scène internationale, a rejeté toute l'histoire récente des relations entre l'Union soviétique et l'Occident et la place de l'URSS dans la communauté internationale.* Cette politique internationale a été, selon Jacques Lévesque, le « domaine des succès les plus remarquables de l'URSS »* et ce succès était fondé sur l'importance de la puissance soviétique.

L'URSS est devenu un acteur important sur la scène internationale avant la Deuxième guerre mondiale, et plus particulièrement au cours de la guerre et après celle-ci.* L'apport de l'Union soviétique dans la Deuxième guerre mondiale a été

inestimable. Le peuple soviétique a perdu plus de 20 millions de personnes, il a libéré son pays ainsi que l'Europe du fascisme.

Avec la coalition anti-hitlérienne (Conférence de Yalta en 1944 et de Postdam en 1945), l'Union soviétique approuve le projet de création d'une véritable organisation internationale universelle, l'ONU, plus efficace que la Société des Nations (SDN).* L'URSS était membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU - le seul organe qui détient un pouvoir décisionnel en matière de paix. C'est également la seule instance dont la décision a un caractère obligatoire pour les États membres des Nations Unis.*

La négociation des accords Salt I (1969-72) et Salt II (1973-79) et la création de la première organisation internationale en 1975 à Helsinki (l'URSS en était l'initiateur), la Conférence sur la Coopération et la Sécurité en Europe (CSCE), font la preuve d'une volonté de coopération entre les États-Unis et l'Union soviétique dans un système bipolaire (1945-1990)*

Les deux superpuissances mises à part, il naîtra à cette époque une coalition : le Mouvement des pays non-alignés (Tiers -Monde) fondé par l'Égypte, l'Inde et la Yougoslavie. L'URSS lui apportera un vigoureux soutien politique et militaire en diverses occasions. Bien qu'en agissant pour leurs propres intérêts, ce soutien va mener l'équilibre géopolitique en faveur de l'URSS.*

À la différence de l'époque soviétique, la nouvelle diplomatie russe ne peut pas clairement définir son rôle sur la scène internationale. Comme il l'écrit en 1994 dans la Revue de l'OTAN Alexei Poushkov, rédacteur en chef des Moscou News, « (...) la Russie refuse le dogmatisme de l'idéologie soviétique, elle est captivée par une autre idéologie et un nouveau dogmatisme : le néolibéralisme. La géopolitique et ses calculs ont pratiquement disparu : plus de soixante-dix années d'héritage

géostratégique ont tout à coup été balayé au profit d'un partenariat avec l'Ouest. »*. En faveur de partenariat stratégique avec l'Occident, la Russie a pratiquement cessé toutes les relations avec les anciens partenaires de l'Union soviétique. Elle a perdu ses anciens alliés asiatiques tels que la Chine, l'Inde, le Vietnam et la Corée du Nord.* Pour des raisons idéologiques, la Russie a rompu ses liens avec l'Amérique du Sud, avec Cuba et le Nicaragua en particulier, sans parler du continent africain qui n'est à peine plus qu'un souvenir.* La Russie a laissé tomber ses relations avec le Moyen-Orient qui était pourtant une région d'influence importance à l'époque de l'URSS.*(164) La situation est semblable avec les anciens alliés du Pacte de Varsovie et ceux du Conseil d'assistance économique mutuel.*

Dans ses relations avec le « proche étranger », la Russie ne pouvait pas et, d'une certaine façon, ne voulait pas du renforcement et de l'intégration dans la CEI (Communauté États Indépendants) pour des raisons économiques. Selon les Occidentalistes, cela aurait empêché son « entrée rapide dans le monde civilisé ». La CEI est devenu pour les Russes une source de conflits politiques et économiques (heureusement pas militaire), car désormais, ils ne considèrent plus conceptuellement le « proche étranger » comme une priorité de sa politique étrangère, privilégiant plutôt les relations russo-occidentales.*(Patrick Richter)

Pour cette raison, presque 25 millions de Russes dans les anciennes républiques soviétiques qui, tout à coup, après la fin de l'URSS, étaient abandonnés. Leurs intérêts n'étaient plus défendus par leur patrie. La dissolution inattendue de l'URSS a été un choc tant pour les Russes que pour l'ensemble du peuple soviétique. Lors du référendum national de mars 1991, une majorité absolue (71,34 %) a voté en faveur du maintien de l'Union soviétique. Pour la majorité des Soviétiques, l'URSS était leur État, un ensemble de quelques 300 millions d'individus qui partageaient le même destin depuis des décennies, le plus souvent depuis des siècles : « (...) le pays impérial,

puis soviétique, était un espace construit, intégré dans les mentalités.»*(M. Menderes.)

La position des Occidentalistes sur cette question complexe a été intéressante et correspond complètement à ses visions théoriques. Selon A. Kozyrev , qui ne cessait d'affirmer que pour faire partie du « monde civilisé », la Russie devait d'abord se comporter de façon civilisée avec ses plus proches voisins. Comme nous l'avons indiqué plus haut, la Russie était contre le scénario yougoslave qui se construisait, contre le nationalisme et le chauvinisme russes. « Tous les États partageant des valeurs démocratiques communes supposaient avant tout la garantie du respect des droits de l'homme et la déterminations à défendre ces droits contre le nationalisme agressif. »* Les mesures, selon de A. Kozyrev, visant à faire cesser les violations des droits des Russes, notamment en Estonie et en Lettonie, étaient maintenant considérées du ressort des institutions internationales et non plus celui de la politique internationale de la Russie.* (Voir Y.Breault, P.Jolicoeur, J.Lévesque. *La Russie et son ex-empire.*)* Face à ce comportement russe, croit Vladimir Kremenuk, directeur adjoint de l'Institut du Canada et des États-Unis de l'Académie des sciences russe), les États-Unis dès 1993, ont adopté une politique plus offensive « (..) face à une Russie qui n'a plus les moyens de sa politique de puissance et qui ne peut plus, au mieux, que réagir aux initiatives de l'ennemi d'hier. »*

Tant pour les dossiers touchant à la sécurité que pour les armes stratégiques, la Russie cesse d'être un partenaire pour les Américains qu'il convient de préserver. De nombreuses décisions américaines prises dans le domaine de la politique étrangère entre 1994 et 1996(démissionne de A. Kozyrev) ne furent pas : « les actes d'un partenaire, mais une politique de délogement de la Russie des positions qu'elle était incapable de défendre après la dissolution de l'URSS et les réformes de marché, à cause de ses difficultés économiques ».*

Le concept de partenariat stratégique entre la Russie et les États – Unis comme une idée constructive et correspondant aux intérêts des deux pays, selon Alexandre Konovalov, a commencé à se détériorer.* Dans ce sens l'intention les États – Unis et d'autres pays membres d'Alliance stratégique de la perspective de l'élargissement de l'OTAN, aux pays d'Europe centrale et orientale est devenu un point clé dans les relations entre la Russie et l'Occident .

3.1. L'Élargissement de l'OTAN

La question de l'OTAN, écrit politologue français Paul-Marie de la Gorce (Le Monde diplomatique), permet de cerner historiquement la complexité des relations URSS /Etats-Unis, l'Est et l'Ouest. Ça deviendra en fait un véritable test des *vrais* intentions des pays Occidentaux, après la guerre froide, envers la Russie post-soviétique et le pouvoir russe.

L'OTAN a été créée le 4 avril 1949 par les États-Unis et leurs alliés en Europe, comme outil principal des pays occidentaux pour contrer la puissance de l'Union soviétique après la Deuxième guerre mondiale. Les pays Occidentaux n'acceptèrent pas que l'URSS favorise l'installation de régimes communistes dans les pays de l'Europe centrale et orientale situés dans la zone d'influence qui lui avait été concédée par les Accords de Yalta février 1945). Dès 1947, les États-Unis a adopté une nouvelle politique étrangère fondée sur le principe du « *containment* » de l'expansion communiste. Cette décision signifie la fin de l'alliance américano-soviétique (pendant la Seconde guerre mondiale) et le début de la guerre froide. La guerre froide incitera, selon Diane Ethier, les États-Unis et leurs alliés à créer l'Alliance atlantique « (...) en vue de protéger leurs intérêts militaires, économique et politiques contre la menace communiste. »* L'OTAN a reposé essentiellement sur l'article 5 de la Charte du Traité de l'Atlantique Nord, qui définit le principe de

défense collective : « (...) tout membre de l'Alliance attaqué peut compter sur la promesse d'assistance mutuelle de ses partenaires en cas d'agression. »*

Six ans plus tard, en mai 1955, par un traité similaire en contrepoids à l'OTAN, l'URSS créait le pacte du Pacte de Varsovie qui inclut tous les pays du bloc socialiste. Comme l'affirme l'ancien ministre des Affaires étrangères soviétique Andreï Gromyko dans son mémoire *Pamatnoe*, (414),* dans les années soixante, les membres du Pacte de Varsovie vont proposer aux pays occidentaux de supprimer simultanément les blocs militaires en Europe permettant la mise en place d'un système de sécurité européen sans les Américains. Mais le projet reste à l'époque sans réponse de la part des pays occidentaux.

Les années soixante-dix s'amorcent sous le constat de la parité entre les deux grands pays du monde, parité qui force les États-Unis à négocier des traités de limitation des armements stratégiques.* C'est exactement l'objectif de l'Acte final d'Helsinki (1975) qui refuse l'emploi de la force militaire comme moyen de résoudre les différends. L'Acte d'Helsinki créait une stabilité permettant d'augmenter les échanges commerciaux entre les deux blocs en plus de favoriser la détente dans les relations internationales. Même si les rapports entre les deux grands demeurent conflictuels dans tous les domaines, les États-Unis de même que l'Union soviétique avaient conscience que l'affrontement de bloc à bloc serait catastrophique à cause des armes nucléaires.

Après les initiatives internationales de Gorbatchev, le retrait de l'Armée rouge d'Europe centrale et la dissolution du Pacte de Varsovie en 1989, le nouveau gouvernement russe de Boris Eltsine a fait le pari que l'OTAN sera elle aussi transformée. Selon A. Kozyrev, la Russie a souhaité que l'Europe soit divisée en trois sphères : la sphère occidentale, couverte par les garanties de sécurité de l'OTAN, la CEI (Communauté des États Indépendants) qui se chargerait de la sécurité à l'Est et

une sécurité conjointe, OTAN-Russie, qui serait mise sur pied en Europe centrale et orientale, dans la fameuse « zone tampon » entre l'Est et l'Ouest. (64) À la grande déception des Occidentalistes russes des années 1990, partageant les mêmes idées et les mêmes valeurs (à la différence près de l'époque soviétique) qui croyaient que les alliés de l'OTAN accepteraient « (...) un mécanisme efficace pour surmonter la division de l'Europe et s'adapter les uns aux autres sur tout le continent », une telle idée ne pourra pas se concrétiser. L'Alliance atlantique rejettera la proposition russe et continuera d'exister malgré les attentes. « L'OTAN est une organisation de la guerre froide, estime la journaliste T. Judah, n'est-ce pas ? Aujourd'hui, la guerre froide est terminée. Pourquoi avons-nous toujours l'OTAN ? »*

La réponse offerte aux Russes est on ne peut plus claire. L'un des textes les plus significatifs à cet égard, selon Paul-Marie de la Gorge (*Le Monde diplomatique*) est celui adopté dès le Sommet des pays membres de l'OTAN à Rome, les 7-8 novembre 1991, qui présentait les deux conclusions à tirer de l'effondrement du Pacte de Varsovie : « La première est que la nouveauté de cet environnement n'affecte ni l'objet ni les fonctions de sécurité de l'Alliance, mais en fait ressortir la permanente validité. La seconde est que ce nouvel environnement offre en revanche à l'Alliance de nouvelles occasions d'inscrire sa stratégie dans le cadre d'une conception élargie de la sécurité ». Dès lors, souligne l'auteur, on pouvait prévoir que l'avenir du système atlantique ainsi que la place qui y occuperait l'Europe dépendraient d'abord des conceptions stratégiques adoptées par les États-Unis.

Alexandre del Valle, politologue français, dans son étude *Stratégie américaines en Europe et conséquences de la guerre du Kosovo** affirme aussi que la dissolution du Pacte de Varsovie, n'enlève pas à l'OTAN sa raison d'être. Washington cherche à contrer l'émergence d'une puissance capable de rivaliser avec les États-Unis ainsi que la formation d'une zone d'influence russe. Pour cette raison, dit-il, l'OTAN au lieu de disparaître a survécu. L'Alliance est devenu un : « (...) instrument privilégié de la

prépondérance des États-Unis au sein du camp occidental. » et « (...) la première des institutions occidentales défendant ces valeurs suprêmes, commune aux États-Unis et à l'Europe. » Celles qui étaient inscrites dans les principes fondateurs de la Charte Atlantique soit « (...) la croyance commune dans le rôle de la loi et de la démocratie parlementaire ; le capitalisme libéral et la liberté des échanges ; et l'héritage culturel européen commun, celui de la Grèce et de Rome, de la renaissance, en y incluant les valeurs et les croyances propres à la civilisation de notre siècle. » (Samuel Huntington)

L'Europe centrale, considérée comme une zone neutre par les Russes, a été considérée par l'OTAN comme un espace lié à sa sphère d'influence directe. En janvier 1994, à la suite du Sommet de l'OTAN à Bruxelles, le principe de l'élargissement de l'Alliance a été adopté par les seize partenaires. Le programme intitulé le *Partenariat pour la paix* (PPP) a été lancé. Le programme donne droit aux contractants de conclure, individuellement, des accords de coopération militaire avec l'Alliance, d'organiser en commun des manœuvres ou des opérations de maintien de la paix ou échanger des informations militaires. Ayant pour objectif d'impliquer la Russie, les États-Unis ont suggéré cette formule de coopération afin de rapprocher les pays de l'Est et les membres de l'OTAN.

Le Partenariat joue également un rôle d'accompagnements majeurs dans les relations des pays de l'ex-URSS avec la Russie parce que le PPP représente un élément de prestige et un signe de reconnaissance internationale. Concrètement, le Partenariat vise à intensifier la coopération politique et militaire entre les partenaires afin d'accroître la stabilité et la sécurité en Europe.(J. Troude)*

Le Partenariat se veut une reconnaissance des pays de l'Est qui adoptent et défendent les valeurs occidentales. L'une des conditions de l'OTAN, avant d'organiser des opérations conjointes avec les nouveaux partenaires, est la mise en

place de procédures offrant une grande transparence des budgets de la défense et un contrôle démocratique des forces armées.* Selon l'étude publiée en 1955 par l'Alliance et intitulée *Étude sur l'élargissement de l'OTAN* « (...) la fin de la guerre froide offre une occasion unique d'édifier une meilleure architecture de sécurité dans l'ensemble de la zone euro-atlantique ».

En Russie, les choses sont perçues différemment. Eltsine et son entourage n'ont pas manifesté beaucoup d'enthousiasme pour le Partenariat. Ce programme était considéré comme opportuniste et visait à profiter de la position de faiblesse de la Russie. Mais la faiblesse de son économie oblige Moscou d'en accepter formellement le principe. Dans le livre, *L'Époque de Eltsine*, 476, (une vaste recherche écrite par des anciens de l'entourage du Président russe ; A. Livchits, L. Pikhoya, V. Kostikov, G. Sattarov, et d'autres), le Président russe aurait dit au Président polonais L. Valens que « (...) l'adhésion à l'OTAN relevait des affaires intérieures de la Pologne et que cela ne concernait pas la Russie. » Une telle position signifiait que Moscou donnait le feu vert à tout le monde.

Comme on peut le voir maintenant, Troude croit que le Sommet de l'OTAN à Bruxelles avait une « optique d'ouverture de son champ d'action vers les Balkans ou en Afrique et dans le Golf Persique. Avec la multiplication des zones à risque en Europe, l'OTAN a développé le concept de « sécurité collective » où elle se voit la seule institution de sécurité internationale sur le continent capable de gérer et résoudre des conflits et des crises majeurs. »* L'OTAN, affirme l'auteur, s'est mise à la disposition de l'ONU et de la CSCE dans le cadre d'opération de maintien de la paix. « De strict bloc militaire qu'elle était, on est passé à une organisation de sécurité continentale vers une politique d'assistance des grandes organisations. ». L'intervention en Bosnie-Herzégovine (1995) en Yougoslavie en est une preuve claire.

Puisque ces deux questions (l'élargissement de l'OTAN et la politique balkanique russe) sont étroitement liées, on continuera de considérer l'élargissement l'OTAN comme un facteur décisif de la guerre du Kosovo, dans le cadre de crise yougoslave. La faiblesse de la politique étrangère Occidentaliste russe sur ces deux questions centrales, deviendra une des raisons majeures du changement conceptuel de la diplomatie russe. L'attention portée aux Balkans montre que depuis fort longtemps cette région a fait l'objet d'une rivalité géostratégique russo-occidentale et d'une attention particulière de la politique étrangère russe.

3.2 La Russie et crise dans les Balkans

Les liens qui unissent la Russie (l'URSS) et la Serbie (Yougoslavie) ont une signification beaucoup plus importante qu'on ne le croit dans la diplomatie russe (soviétique). Malgré la conjoncture historique, les changements politiques et les personnalités historiques qui se sont succédés, *l'amitié d'esprit* ou, selon S.Huntington, *le syndrome des pays frères* est demeuré intact. Les relations entre les deux peuples slaves ont parfois été ponctuées de drames au cours de leur longue histoire...

À partir du XVII^{ième} siècle, la Russie sous Pierre le Grand (1682 -1725) entreprend une politique conquérante, particulièrement sur les mers : d'abord au nord vers les mers froides de la Baltique et du golfe de Finlande), puis au sud vers les mers chaudes de la mer d'Azov, la mer Noire et la mer Egée. Entrant librement dans le concert de nations européennes, cette politique se poursuivra sous le règne de Catherine II (1762 -1796), où l'on avance encore davantage vers les mers chaudes. Les Russes engageront alors le combat sur plusieurs fronts : dans les Balkans en Crimée et dans le Caucase.(9).

Depuis ces époques, les Balkans, par leur situation géographique (c'est un pont entre l'Europe, l'Asie et l'Afrique), sont devenus l'espace d'une rivalité géopolitique et géostratégique entre différentes puissances européennes. C'est pourquoi la péninsule balkanique revêt une telle importance pour la politique étrangère russe : elle est un élément vital des stratégies des activités internationales et de la sécurité des frontières méridionales. Plus que cela, la Russie a toujours considéré les Balkans comme une partie essentielle de son champ d'action international à cause de l'identité culturelle/civilisatrice des peuples slaves et orthodoxes habitants cette région. La Russie soutiendra les guerres nationales des peuples balkaniques lorsque ceux-ci voudront former des États indépendants.(10)

Son rôle sera particulièrement décisif dans la création de la Ligue *balkanique* qui unira la Serbie, le Monténégro, la Grèce et la Bulgarie contre l'Empire Ottoman pendant les Guerres balkaniques. (11) Voltaire mettait son espoir dans la Russie de mettre fin à la domination turque sur cette partie du continent européen : « Ce qui est le plus important dans cette bataille (Poltava), c'est que de toutes celles qui ont jamais ensanglanté la terre, c'est la seule qui au lieu de ne pas produire la destruction, ait servi au bonheur du genre humain, puisqu'elle a donné au czar la liberté de policer une grande partie du monde. »(12)

Un siècle de guerres (les tsars Alexandre I, Alexandre II, Nikolai II) contre la Turquie, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie a confirmé finalement la domination et l'influence russes dans les Balkans et sur la mer Noire, ainsi que le rôle de Moscou, au plan religieux, qui sera perçue comme la *Troisième Rome* pour les peuples orthodoxes. (14)

Même au cours de la Première guerre mondiale se trouvant dans une situation très dangereuse au plan intérieur, le tsar Nikolai II prendra finalement la décision d'entrer en guerre contre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie et ce, afin de sauver les

« petits frères serbes ». On essaiera même de créer un État, la Grande Serbie. C'est une idée ancienne des Serbes qui souhaitaient unifier tous les peuples slaves du sud : les Slovènes, les Croates et les États balkaniques - la Macédoine, la Bosnie-Herzégovine et même la Roumanie. Et cela malgré l'opposition des alliés, dont la France et la Grande-Bretagne, qui étaient contre l'apparition d'un État puissant slave dans les Balkans, et représentant les intérêts russes.(17)

La révolution d'Octobre et la Première guerre mondiale ne permettront pas la réalisation des projets du gouvernement russe : elles changeront le régime politique en Russie et l'équilibre des forces dans la région. Trois grands empires, la Russie, la Turquie et l'Autriche-Hongrie, disparaissent. La dissolution de l'Autriche-Hongrie, entre autres, donnera naissance à l'État des peuples slaves du sud, le Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes qui seront reconnus par la *Conférence de Paris* (1919-1920), grâce aux grands vainqueurs de la Première guerre - la France et la Grande-Bretagne. (18) À la suite *du Traité de Versailles*, les Balkans et les Détroits - la zone d'influence traditionnelle géostratégique russe - passera sous la tutelle des adversaires géopolitiques de la Russie : la France et la Grande-Bretagne. (19)

Après une période difficile entre l'Union soviétique et le Royaume des SCS - étant sous l'influence des pays occidentaux - le Royaume donnait l'asile et soutenait toutes les forces antisoviétiques qui fuyaient la Russie bolchevique, il deviendra à l'époque l'un des plus grands centres d'immigration blanche en Europe -, les peuples soviétique et yougoslave opposeront une résistance commune contre les nazis au cours la Seconde guerre mondiale. Les quarante dernières années d'existence de la République Socialiste de Yougoslavie vont occuper une place significative dans la politique étrangère soviétique et ce pour plusieurs raisons.

Les Balkans, comme l'Europe de l'est et l'Europe centrale, vécurent des bouleversements qui vont modifier en profondeur les relations internationales. Il y a

désormais une confrontation géopolitique entre deux nouvelles superpuissances : l'Union soviétique et les États-Unis. Ils tentent tous deux d'élargir leur zone d'influence en vue de protéger leurs intérêts militaires, économiques et politiques.

C'est précisément dans la péninsule balkanique que passe la ligne de démarcation entre le flanc méridional de l'Alliance atlantique et le Pacte de Varsovie. La Yougoslavie devient donc l'épicentre de plusieurs conflits qui caractérisent le début de la confrontation entre l'Occident et l'Est. C'est à cette époque que se déploie toute la rivalité entre l'OTAN et le Pacte de Varsovie, plus particulièrement avec l'adhésion de la Turquie et de la Grèce à l'OTAN (1952) ainsi que la présence permanente de la sixième flotte des États-Unis en Méditerranée.(21)

Le facteur idéologique dans l'opposition entre les Soviétiques et les Américains était un élément incontournable de la politique militaire des deux camps, intrinsèquement lié à leur conception de la sécurité nationale. Deux idéologies dominaient désormais le monde : le marxisme et le libéralisme, deux pôles tentant de renforcer leurs appuis et leur influence au sein des camps socialistes et capitalistes de la communauté internationale.(22)

L'URSS, après plusieurs années de tension, surtout à l'époque stalinienne, acceptera le rôle de « leader » jusque là assumé par la Yougoslavie auprès du *Tiers-Monde* (conjointement avec l'Inde, Cuba, l'Indonésie et l'Égypte). (25) Ces pays feront contrepoids à l'organisation du *Traité de l'Asie du sud-est* (OTASE).(26)

Toutes les tentatives des États-Unis d'attirer la Yougoslavie dans une coopération militaro-politique avec les pays occidentaux, ou celles de créer le bloc militaire -unifiant la Yougoslavie, la Grèce et la Turquie - opposé au Pacte de Varsovie, se solderont toujours par un refus du gouvernement yougoslave. (27) Jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev, les relations restent amicales entre les

deux pays. Ils respectent leurs engagements mutuels et les relations économiques et culturelles sont considérables. (28)

Les changements importants dans la communauté internationale se feront sentir suite aux réformes gorbatchéviennes qui auront un grand impact dans les Balkans. L'affaiblissement du pouvoir fédéral, la crise économique et la montée des sentiments nationalistes au sein des républiques et des provinces mèneront à la crise Yougoslave de 1990. (Voir M. Martinova, *La crise Balkanique : les peuples et la politique*). (29)
Quelle fut la réaction de la diplomatie soviétique (russe) face à cet événement ?

3.3 Les Accords de Dayton - première étape de la présence de l'OTAN dans les Balkans.

La seconde fois au XX^{ième} siècle, la Yougoslavie - le plus grand pays des Balkans avec un territoire de 255,8 m. km carrée et une population de 23,5 millions (janvier 1991) (30), occupant un espace géostratégique non seulement dans les Balkans, mais dans tout le sud de l'Europe, devient le noyau principal du conflit sur le continent.

La première réaction face à la crise en Yougoslavie viendra d'abord de l'URSS (qui en est à sa dernière année d'existence), puis de la Russie qui, contrairement à certains États occidentaux, était étrangement calme et même indifférente. Cela s'explique par la ligne générale de la diplomatie de Gorbatchev qui se poursuivra dans l'ère post-soviétique par l'entourage d'Eltsine. En effet, la diplomatie russe a mis ses priorités sur ses relations avec l'Occident, affirmant officiellement qu'elle n'a pas d'adversaires extérieurs (31) tout en mettant de côté ses anciens alliés soviétiques, les États d'Europe de l'est et d'Europe centrale, entre autres.(32)

D'autres explications sont proposées de la réaction soviétique/russe, par E. Primakov (*L'années dans grandes politiques*, pp.231-233) : à l'époque gorbatchévienne, les pays occidentaux, membres de l'Alliance atlantique, auraient « (...) donné la garantie (verbalement) à Gorbatchev qu'en cas de réunification de l'Allemagne et d'une dissolution du Pacte de Varsovie, les frontières de l'OTAN ne seraient pas étendues à l'est. »* Lors des débats sur l'élargissement de l'OTAN, la Russie a reçu la garantie que l'Alliance (une organisation défensive) n'entreprendrait jamais d'actions militaires offensives contre un pays souverain, sans un mandat des Nations Unies (des représentants de l'OTAN avaient même affirmé qu'une telle action offensive était constitutionnellement impossible). (34) Comme l'a démontré la crise yougoslave, le comportement des pays occidentaux sera bien différent, et en plusieurs occasions, la Russie elle-même appuiera ces comportements envisageant les pays Occidentaux comme ses alliés. (sur ce point de vue, voire N.Vasilieva, B.Gavrilov, B.Mirkiskin, *Balkanski uzel*. (35).

Malgré le vote à l'ONU (la résolution n° 713 sur l'interdiction de transporter de l'armement en Yougoslavie) par tous les pays membres du Conseil de sécurité (l'URSS et l'États-Unis également), l'Allemagne, l'Autriche et même les Américains (avec la fusée du système Stinger) fourniront différents armements à la Croatie. Tout cela alors que la semaine précédente (19 septembre 1991), l'URSS, après quelques consultations avec les États-Unis, avaient signé une Déclaration leur sommant de cesser de fournir des armes à la Yougoslavie. (36)

La fin de l'existence de l'Union soviétique, le 8 décembre 1991 aura une influence importante sur le sort de la Yougoslavie. Une semaine plus tard, les ministre des Affaires étrangères des pays de l'Union européenne (UE) adopteront la *Déclaration sur les critères de Reconnaissance des nouveaux États de l'Europe de l'est, de l'Europe centrale* et, ce, malgré le fait qu'aucun de ces pays n'étaient membres de l'Union européenne. Le même jour, on adoptera la *Déclaration sur la*

Yougoslavie, qui reconnaît l'indépendance des Républiques yougoslaves.(38) Ainsi, pour la première fois depuis la Deuxième guerre mondiale, une organisation régionale telle que l'Union européenne (et non pas l'ONU) reconnaissait le démembrement de l'une des grandes fédérations du monde. Et cela, avec le consentement et en continuité avec la ligne officielle de la politique étrangère russe. Le plus troublant, dit Elena Guskova (directrice de l'Institut sur les Balkans de l'Académie de sciences russe), c'est que tout cela était contraire aux dispositions des Accords d'Helsinki (dont l'URSS a été le co-initiateur !). Accords qui prévoyaient l'intangibilité des frontières existantes en Europe. La Russie, malgré tout, votera les résolutions qui accordent l'indépendance à la Slovénie, à la Croatie, à la République yougoslave de Macédoine et à la Bosnie-Herzégovine*(39)

Le 30 mai 1992, elle appose sa signature à la Déclaration du Conseil de Sécurité de l'ONU (n° 757) qui impose des sanctions contre la République Fédérale de Yougoslavie. Elle accepte également de fournir près d'un millier d'hommes à la Force de maintien de la paix des Nations Unies envoyée en Croatie. (Le choix de la Croatie n'était pas un hasard : elle envisageait l'adhésion à l'OTAN comme un « objectif politique à long terme. ») Dans ce cas-ci, la Russie fut contrainte de voter en faveur de la déclaration états-unienne car dans le cas contraire, elle ne pourrait compter sur les crédits des pays occidentaux, (environ 15 milliards de dollars pour 1991 et 1992), ni sur les remise de paiement sur la dette russe (se chiffrant à plus de 18 milliards dollars). Ce point de vue est largement répandu en Russie; il est soutenu par plusieurs spécialistes russes et occidentaux, notamment Alexandre del Valle, Elena Guskova, Léonid Kozlov.*

En 1994, la Russie accède au rang de membre du *Groupe de contact* formé par les États-Unis, l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne. Ce faisant, elle sanctionne le bombardement par les forces de l'Alliance atlantique des positions de la République serbe de Bosnie; c'est une décision sans précédent dans les relations

internationales et dans les relations URSS/Russie-Yougoslavie. (41) Dans le même esprit, la Russie ne s'opposera pas à la décision des États-Unis de remplacer la force de maintien de la paix de l'ONU, par les forces de l'OTAN en Bosnie-Herzégovine. Le 10 août 1995, un mémorandum confidentiel (la Russie est tenue à l'écart) sera signé entre le commandement des forces de l'OTAN et celui des Forces de l'ONU, donnant le droit à l'Alliance atlantique d'utiliser ses forces armées selon son bon vouloir. (42)*

Les *Accords de Dayton* conclus le 21 novembre 1995 marquent un tournant dans la guerre en ex-Yougoslavie, bien avant la guerre du Kosovo :

- 1) Ces accords montrent que le point de vue Russe n'est plus réellement prise en compte par les autres grandes nations (elle n'est pas invitée à assister directement aux négociations qui se déroulent «à huis clos» à la base militaire américaine de l'Ohio) ;
- 2) ils représentent une première étape dans l'instauration d'un nouvel ordre stratégique en Europe du sud-est au profit des États-Unis et de l'OTAN. En Bosnie, les accords de Dayton ont conduit au déploiement d'une force militaire de l'Alliance atlantique (SFOR) et à la restauration de sa souveraineté. (43)

En même temps que les Accords de Dayton, la première crise internationale majeure gérée par les Occidentalistes russes est devenue un événement de grande importance pour sa politique étrangère. La crise en Yougoslavie montre d'une part l'existence d'une opposition forte au pouvoir des néo-libéraux et d'autre part une divergence importante dans le camp occidentaliste sur l'essence du partenariat stratégique avec les pays occidentaux. C'est l'un des signes marquants de ce qui est devenu le conflit d'octobre 1993 entre le Soviet suprême (Parlement) qui était composé en majorité d'anciens membres du Parti communiste et les soviets locaux

largement acquis aux démocrates et à Boris Eltsine. Ces anciens membres sont devenus, depuis 1991, comme Eltsine, démocrates et libéraux (l'ancien compagnon de Eltsine, le vice-président Alexandre Routskoï et le président du Parlement Rouslan Khasboulatov) ou néo-communiste (comme Ziouganov) ou nationaliste. Ils entrent en conflit avec B. Eltsine à propos des réformes dans le domaine de la politique intérieure et extérieure; ils ont reçu l'appui de milices d'extrême-gauche et d'extrême-droite. Malgré la répression lors des événements du 4 octobre, celui-ci a eu une grande résonance dans la société.

Les résultats des premières élections législatives de l'ère Eltsine en décembre 1993 a couronné le succès inattendu de Vladimir Jirinovski et de son Parti libéral-démocrate ultra-nationaliste ainsi que des communistes et leurs alliés. Ces résultats ne sont pas le fait seulement du mécontentement général face aux politiques économique et sociale de Boris Eltsine, mais comme l'a écrit en février 1994 dans la *Revue de l'OTAN*, Alexei Pushkov, ils «signifiaient clairement que pas moins de 40 % des sept millions d'électeurs russes n'appréciaient pas non plus les objectifs de sa politique étrangère.»* Les Russes sont humiliés en raison principalement de la perte de territoires, du statut de superpuissance; la Russie n'a plus qu'une armée réduite et désorganisée. Elle est aux prises avec des difficultés économiques et des conflits sociaux. Les Russes considèrent l'activité de l'Alliance atlantique «(..) comme une preuve de l'ingratitude qui ne prend pas en considération les efforts du pays en matière de désarmement, de réformes économique et démocratique.»* Comme le souligne Hélène Carrière d'Encausse, la Russie a perdu les trois-quarts de son territoire et la moitié de sa population. Elle a perdu des têtes de pont vers l'Europe et vers le sud et des voies de communication se sont déplacées, surtout vers l'Est, avec la perte de l'Europe centrale et d'une partie de l'Europe occidentale intérieure tels les pays Baltes, l'Ukraine, la Biélorussie, la Moldavie et la république caucasienne. (Marie Menderes)*

Les différentes tendances nationalistes et néo-communistes regroupant « (...) les nostalgiques des Empires perdus » renforçant l'opposition à la suite des élections législatives de décembre 1995 à la Douma*, ont demandé au gouvernement de Eltsine de changer le cours et l'orientation de la politique étrangère russe ainsi que la démission de A. Kozyrev. Dans ce dernier cas, il est important de souligner que le ministre des Affaires étrangères russe était attaqué non seulement par l'opposition d'extrême-gauche ou nationaliste, mais aussi par ses anciens alliés du mouvement démocratique. La plus puissante force politique opposée aux Occidentalistes et à leur approche en politique étrangère était les Étatistes. Ils ont présenté la candidature du général Alexandre Lebed à l'élection de juillet 1996.

Eltsine et son entourage, déçus eux aussi de l'élargissement de l'OTAN à l'Est, des divergences sur la crise en Yougoslavie (l'Accord de Dayton), par les rivalités géostratégiques dans le monde post-soviétique (Caucase et Asie centrale, les intérêts pétroliers de la mer Caspienne), ont été forcé de changer le chef de la diplomatie russe à la veille des élections présidentielles de juillet 1996. En janvier 1996 Andrei Kozyrev a démissionné. À propos du départ de Kozyrev, le politologue libéral A. Arbatov insiste sur la responsabilité de l'Occident (particulièrement les États-Unis), qui n'ont pas pu ou n'ont pas voulu comprendre à temps que Kozyrev ne représentait pas la tendance principale pour des changements politiques en Russie, mais plutôt « un énorme écart par rapport à celle-ci, et sa politique, qui n'était pas soutenu par les masses, suscitait les contestations de la majorité de l'élite politique ».* Le nouveau ministre des Affaires étrangères russe Evgenii Primakov est (à partir d'août 1998, le Premier Ministre russe) l'un des représentants les plus connus de la vision Étatiste. Quel est le contenu théorique du deuxième courant politique russe ?

Les Étatistes issus des plus modérés des chestidesatnikis et de la nouvelle vague de la force militaire soviétique (les généraux P. Gratchev, A. Lebed, A. Gromov) représentent une vision centriste. Ils rassemblent essentiellement les directeurs et les

cadres supérieurs des entreprises d'État les plus importantes de la période soviétique, les syndicats professionnels et les syndicats officiels, les élites administratives. Les Étatistes sont constitués majoritairement parmi les diplomates et plus généralement dans le milieu des Affaires étrangères.(E. Primakov, V. Loukin)

Le groupe des Étatistes est apparu après l'échec du coup d'État de 1993 quand le mouvement soi-disant « conservateur modéré » s'est divisé, et qu'une partie a en réalité rejoint le clan extrémiste des « rouge-bruns »*. La thèse centrale des Étatistes est comprise dans la déclaration de Vladimir Loukine, (en 1992 ambassadeur de la Russie aux États-Unis) : « Je ne suis pas de ceux qui se réjouissent de la disparition de l'URSS. Je la considère comme une tragédie. (..) La Russie est vouée à être une grande puissance. Il suffit de regarder la carte et de se rappeler l'histoire de la Russie, de sa culture, de sa science. »

Contrairement aux libéraux, ils proposent une définition ethnoculturelle et historique de l'identité du pays (spécificité culturelle une langue et un alphabet originaux, ainsi qu'« une relation particulière à l'espace ») qui par son identité est eurasienne - une nation distincte de l'Occident. Pour cette raison, son intérêt national est complètement différent de celui des Occidentaux.(84)

Le second point. Cette démonstration par la culture, l'histoire et la géographie de sa singularité russe justifierait que la Russie soit la seule puissance d'un espace eurasien, jamais précisément défini mais qui recouvre à peu près le territoire de l'Union soviétique. Ils reconnaissent un lien logique et historique entre la Russie tsariste, l'Union soviétique et la Fédération de Russie. Contestent la légitimité des nouvelles frontières de la Russie (comme temporaires) ils insistent sur la responsabilité des Russes de Russie devant des vingt -cinq millions de compatriotes de l'étranger proche. Une coopération avec les Occidentaux est acceptable, mais

l'intérêt national russe (le pivot de la politique étrangère) dans l'espace géographique de l'ancienne Union soviétique.*(85)

Les étatistes acceptent que la Russie post – soviétique soit un pays de type libéral (ils approuvent, par exemple, les éléments du marché comme l'un des mécanismes de régulation économique). Ils supposent cependant qu'il faille se garder des éléments contrôlés par un État fort et interventionniste. En fait, selon eux, la seule condition pour l'avènement d'une Russie indépendante et forte est l'existence d'une économie forte et indépendante, sans réserve du côté des Occidentaux et des organisations financières mondiales (86).

C'est en partant de sa singularité culturelle, historique et géopolitique, que devrait être déterminé son intérêt national. C'est en tant que pays unique et eurasiatique (médiateur entre l'Est et l'Ouest) que la Russie devrait agir sur la scène internationale (politique multipolaire).*(87) (Rappelons que le symbole de la Russie tsariste et de la Russie contemporaine est un aigle regardant vers l'Est et l'Ouest).

La nomination de E. Primakov a été approuvée majoritairement par la presse et la classe politique russe, qui est, à la différence de A. Kosyrev, selon Caroline Ibos-Hervé, « un homme qui saura, s'il le faut, dire non au Président. »* Au début de son mandat, Primakov fait savoir qu'il « entend rétablir l'autonomie relative de la diplomatie et assumer la responsabilité de la décision dans ce domaine. »* À sa première présence au Parlement russe (Douma), il demande et obtient la création d'un Conseil de la politique étrangère sous contrôle parlementaire, jusqu'à présent ignoré par le pouvoir exécutif.

L'arrivée de Primakov à la tête du Ministère des Affaires étrangères en janvier 1996 marque la nouvelle politique étrangère russe qui est caractérisée par les réalités rigides de la nouvelle position politico-diplomatique et militaire russes sur la scène

internationale. Elle est aussi marquée par l'attitude des États-Unis et de l'OTAN prendre de l'expansion à l'Est. Par la voix de son ministre, on commence à parler de l'importance de la Russie comme acteur principal sur la scène internationale. (Concernant l'activité de Primakov et la ligne balkanique russe, nous recommandons ses œuvres : *L'année dans la grande politique; Le monde après le 11 septembre ; Huit ans plus tard*) (55).

Dans une conférence honorée de la présence de A. M. Gortchakov, le concept de la diplomatie russe a été présenté. Selon la thèse de Primakov, la Russie doit afficher « un pragmatisme rationnel ».*(57) dans sa politique étrangère. L'élément principal de cette thèse est la garantie de l'intégrité et de l'inviolabilité du territoire de la Russie. Les Russes devront chercher des alliés qui pourront garder leur neutralité au sujet de l'élargissement de l'OTAN. Selon Primakov, la Russie doit désormais « marcher sur ses deux jambes », l'une orientée vers l'Orient, l'autre vers l'Occident. Cela signifie que la Russie rejette l'idée d'un monde unipolaire dominé par les États-Unis, favorisant plutôt un monde multipolaire, comportant des relations privilégiées avec des puissances asiatiques comme la Chine, l'Inde, l'Union européenne et les anciens alliés du Proche-Orient de l'époque soviétique. On prône également une politique active dans l'espace post-soviétique. (56) La nouvelle vision de la diplomatie russe comprend également la nécessité et l'importance d'une présence dans les Balkans. Le 16 juin 1998, le Président Eltsine reçoit le Président yougoslave Milosevic à Moscou, et le général Léonid Ivachov, responsable de la coopération internationale au ministre de la Défense, déclare : « Si l'OTAN lance une attaque contre la Yougoslavie, la Russie pourrait reprendre une complète coopération militaire avec Belgrade, y compris en violant l'embargo sur les armes ».*

À la conférence de Rambouillet, en février 1999, la Russie refuse de donner sa caution à une solution qui n'est pas signée par la délégation yougoslave, ce que provoque une rupture au sein du Groupe de contact. Selon le représentant russe, Boris

Maiorski, « le volet militaire de l'accord a été signé dans notre dos. »* Il fait allusion ici à l'annexe présentée par la délégation américaine prévoyant la libre circulation des troupes de l'OTAN sur la totalité du territoire yougoslave, y compris la Serbie. Cela a provoqué le refus de la délégation yougoslave de signer le traité. Elle était auparavant d'accord sur le volet civil.)*

La Russie a tenté d'opposer l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) à l'influence de l'OTAN en Europe. Selon Primakov, « L'OSCE est le meilleur cadre pour promouvoir l'idée d'une sécurité commune en Europe. »* Comme l'écrit E. Pakhalina, « le recours à l'OSCE serait un excellent moyen pour résoudre le problème de l'élargissement qui deviendrait inutile. » Selon l'auteur, le temps risque de jouer en faveur de la Russie puisqu'elle n'est pas la seule à penser en termes de sécurité globale européenne. La France prône une position semblable depuis longtemps et a essayé d'amener l'Allemagne à la suivre.

En juin 1996, à Berlin, on s'est mis d'accord sur la formation de Groupes de Forces Multinationaux (GFIM) au sein de l'OTAN, qui seraient sous commandement européen et qui pourraient être rattachées à l'Union européenne occidentale (UEO). Ces groupes pourraient agir sans participation américaine. Mais ces GFIM européens ne pourront être employés que moyennant l'accord préalable des instances de l'OTAN, c'est-à-dire à toute fin pratique de Washington. Ces forces européennes n'agiront que si les États-Unis le veulent et quand ils souhaiteront ne pas intervenir eux-mêmes.

De plus le 22 octobre 1996, les États-Unis annonçait, unilatéralement, (dans le cadre du Partenariat) la première vague d'élargissement de l'Alliance à l'Est. Ainsi, la Pologne, la République tchèque et la Hongrie, recevront leur carte de membre de l'OTAN en 1999. Le Partenariat pour la paix est devenu un instrument à la fois de l'élargissement de l'Alliance atlantique et de renforcement de son influence sur le

territoire de l'ancienne Union soviétique. La Déclaration de l'OTAN faite le 27 mai 1997 à Tallin, affichait clairement le désir d'intégrer les États baltes à l'alliance, dont, l'Estonie et la Lettonie, malgré que ces États sont en grand partie peuplés de Russes.

Pour atténuer l'opposition russe, qui par sa position de faiblesse ne pouvait rien faire, l'OTAN a répété qu'elle n'avait pas l'intention de déployer des armes et des troupes sur le territoire de ses nouveaux membres et proposait en partenariat avec la Russie l'Acte fondateur.

Étant consciente de l'inévitabilité de l'élargissement de l'Alliance atlantique, la Russie accepte de négocier l'Acte fondateur avec l'OTAN. Le 27 mai à Paris un Conseil conjoint a été fondé à cet effet. Comme le reconnaissait Primakov, l'Acte fondateur représentait un compromis et qu'il a signé dans l'intérêt des deux partenaires. « Le Conseil conjoint ne doit pas seulement être un club de discussion mais doit avoir une action réelle sans imposer que l'OTAN cesse d'être l'OTAN ni que la Russie cesse de désapprouver l'élargissement de l'Alliance. »* Cet accord a été fortement critiqué en Russie parce qu'il supposait *de facto* l'acceptation de l'élargissement de l'OTAN; en cas de crise et pour toutes les décisions majeures, il était prévu que les pays membres de l'OTAN « pourraient délibérer à part et agir de leur côté sans que la Russie puisse s'y opposer et, le cas échéant, sans tenir compte de ses positions ou de ses intérêts. »* C'est ce qui s'est passé lors de la crise du Kosovo

3.4 La guerre du Kosovo : l'instauration d'un nouvel ordre en Europe du sud.

La guerre du Kosovo n'était pas un événement exceptionnel : l'histoire de l'humanité est marquée depuis longtemps par de guerres et des conflits qui ont failli, par implication directe ou indirecte d'une ou quelques puissances étrangères,

dégénérer en conflit mondial. Plusieurs raisons expliquent cette internationalisation des conflits internes. Selon Diane Ethier, la guerre froide a été responsable dans une large mesure du déclenchement et de l'internationalisation des guerres internes entre 1945 et 1990 : dans de nombreux cas, lors de crises régionales (majoritairement des guerres de décolonisation et des guerres révolutionnaires), l'une ou l'autre des parties en conflit « faisait appel à l'ONU, ou à une puissance occidentale (les États-Unis et la Grande-Bretagne principalement) ou communiste (URSS, Chine) pour l'aider à triompher. ».*

Il importe de préciser que l'ingérence des puissances étrangères (des deux côtés - tant capitaliste que socialiste) durant la guerre froide, visait à défendre un système « indispensable à la promotion de leurs intérêts nationaux. ».* Mais la fin de la guerre froide n'a pas changé la logique de la guerre froide. Elle demeure la même dans les relations interétatiques. Raymond Aron les qualifie de « cynique, naïfs ou hypocrites ». Elles sont « (...) les seules, parmi toutes les relations sociales, qui admettent la violence comme normale.(..) Ni le pacte Briand-Kellogg, ni les Nations Unies n'ont jusqu'à présent supprimé le trait du système international que les philosophes et les juristes des siècles passés désignaient par le terme « état de nature ». Il n'y a pas l'équivalent d'un tribunal dans la société internationale et si les Nations Unies voulaient contraindre une des grandes puissances à se soumettre, l'action de la police dégénérerait en grande guerre. »*(246) Cette citation de Raymond Aron décrit fort justement le cas de la guerre du Kosovo.

Commençant comme un conflit purement interne : une guerre de sécession pour l'indépendance de la province du Kosovo de la Yougoslavie ainsi qu'une guerre identitaire - il y eut de violents heurts à caractère ethnique, linguistique et religieux entre les Serbes chrétiens-orthodoxes et les Albanais-musulmans*(91). Ce conflit interne dégénérera finalement, après les bombardements de Belgrade le 24 mars 1999 par l'Alliance atlantique, en un conflit international. Comme l'a souligné le quotidien

britannique, en mars 1999 : « Il ne faudrait pas sous-estimer les énormes implications du lancement par l'OTAN de sa première attaque contre un pays souverain. Contrairement à l'Irak, Belgrade n'a pas envahi un autre pays. Finalement, le Conseil de Sécurité de l'ONU n'a pas non plus autorisé de façon spécifique l'OTAN à bombarder (la Serbie). »

C'est sous le prétexte d'une «intervention humanitaire» et de la défense des droits de la personne que les États-Unis et ses alliés interviendront dans les affaires internes de la Yougoslavie. Ils appuieront les Kosovars dont les revendications coïncident avec leurs propres intérêts - l'intérêt « géopolitique moderne », qu'A. del Valle caractérise comme : « (...) les rivalités de pouvoir dans la mesure où celles-ci portent sur des territoires, car le contrôle du territoire est un moyen d'exercer une autorité ou une influence sur les hommes et les ressources qui s'y trouvent. »*(92)

La Yougoslavie est justement devenue un lieu de « grands enjeux » internationaux, nous pouvons constater qu'il y a désormais :

- a) un changement majeur des rapports internationaux basés autrefois sur les accords de Yalta et de Potsdam qui affirmaient l'inviolabilité des frontières en Europe après la Seconde guerre mondiale;
- b) l'instauration d'un monde unipolaire sous l'hégémonie des États-Unis suite à la chute de l'Union soviétique : « imposant les valeurs libérales au mépris de fictions comme le droit international ou la souveraineté internationale »;*(93)
- c) un nouveau rôle de l'Alliance atlantique (selon le «Nouveau concept stratégique adopté en avril 1999»*(94) qui se substitue à l'ONU comme un instrument permanent d'intervention lors de crises mondiales, utilisés par les États-Unis partout dans le monde. Mais outre la dimension internationale, le plus important est que la guerre du Kosovo aura de lourdes conséquences pour la politique étrangère russe sous Boris Eltsine.

D'abord, elle aura fait la preuve que la ligne générale de la politique étrangère russe, le partenariat stratégique, de « grand à grand » avec les États-Unis, a été un grand échec. L'intervention de l'OTAN s'est passée au moment même où elle procédait à un élargissement à l'Est avec l'inclusion de la Pologne, de la Hongrie et de la République tchèque, tous d'anciens pays du bloc soviétique et membres du Pacte de Varsovie. Il y a pourtant à peine deux ans, en signant l'Acte Fondateur sur les Relations, la Coopération et la Sécurité mutuelles entre l'OTAN et la Fédération de Russie (le 27 mai 1997), l'OTAN et la Russie avaient pris un engagement formel : « l'abstention du recours à la menace ou à l'emploi de la force l'un contre l'autre ainsi que contre tout autre État, sa souveraineté, son intégrité territoriale ou son indépendance politique, de toute manière qui soit incompatible avec la Charte des Nations Unies et avec la Déclaration sur les principes régissant les relations mutuelles des États participants consignée dans l'Acte final d'Helsinki. »*(248)

Le niveau des relations russo-américaines au cours de la guerre du Kosovo se détériore suite à l'incident de Pristina (un contingent russe provenant de la Bosnie traversera la frontière yougoslave sous le nez des troupes de l'OTAN déployées autour du Kosovo. Il occupait la zone portuaire de la capitale, Pristina). Selon le magazine *Newsweek* du 2 août 1999, le général Wesley Clark, commandant suprême de l'OTAN, a ordonné aux troupes britanniques et françaises de lancer un assaut contre les troupes russes pour les empêcher de prendre le contrôle de l'aéroport. Mais les ordres ont été rejetés par le commandement britannique, qui a par ailleurs déclaré qu'il ne voulait pas courir le risque de déclencher une guerre mondiale en confrontant les Russes.*(251)

La Russie a perdu les Balkans, son bastion historique, puisqu'elle fut forcée de quitter cette région stratégique en faveur de l'Alliance atlantique. Avant la dissolution du Pacte de Varsovie, l'équilibre des forces dans les Balkans reposait sur la formule de sécurité qui était, selon le politologue yougoslave Z. Stanoevitch, 2 + 2 et + 2, ce

qui signifie qu'il y avait deux États de l'OTAN (la Grèce et la Turquie), deux États du Pacte de Varsovie (la Bulgarie et la Roumanie) et deux États neutres (la Yougoslavie et l'Albanie). Après la dissolution de l'URSS et du Pacte de Varsovie l'équilibre des forces dans la région a radicalement changé. La Russie perd ses alliées dans la région de l'est méditerranéen et la mer Égée deviendra pour les Russes l'unique issue, la seule possibilité géostratégique.*(219)

Dans de telles conditions, selon de G. Trude, les Russes se devaient de garder la Yougoslavie stable et forte (étant le seul allié russe qui leur restait en Europe). Avec une armée d'un million cinq cent mille personnes, la Yougoslavie aurait pu être un contrepoids efficace aux ambitions des États-Unis et de l'Alliance atlantique en Europe, particulièrement dans les Balkans.* Contrairement à la Russie, les États-Unis avaient à leur disposition dans cette région : onze bases navales, trois grands centres de service de renseignement, deux bases d'infanterie, quatre bases de force de fusée et plusieurs bases d'armements nucléaires. Cette région restera donc une zone d'influence de l'Alliance atlantique.*

Voici les explications très claires concernant la péninsule balkanique données par l'ambassadeur américain, Robert E. Hunter, auprès de l'OTAN : elle représente « la porte d'entrée dans des régions d'intérêt primordial pour les occidentaux - le conflit arabo-israélien, l'Irak, et l'Iran, l'Afghanistan, la Caspienne et la Transcaucasie. La stabilité en Europe du Sud - est essentielle pour la protection des intérêts occidentaux et la réduction des dangers venant de l'Est du fait de sa position frontière entre l'Europe de l'Ouest et celle de l'Est et sa proximité avec les intérêts occidentaux. »²⁵⁶ La crise dans les Balkans a dessiné pour la Turquie (l'ancien adversaire des Soviétiques) une nouvelle géographie des possibles, c'est-à-dire un grand retour dans la région du Caucase et de l'Asie centrale (D'ailleurs, la Turquie est devenu le principal pays de transit des hydrocarbures de la mer Caspienne).*

La Russie, selon E. Guskova, J. Troude, a perdu le respect des Serbes, espérant et croyant au soutien des Russes. De plus, par l'action des Russes, son ancien premier ministre Victor Tchernomyrdine, qui a été nommé par Eltsine comme son principal représentant dans les Balkans, la Serbie a été forcée d'accepter les conditions de l'OTAN qui pénètre au Kosovo.*(252) La Russie a perdu son influence en Europe en tant qu'acteur central. Après le Kosovo, l'OTAN entrevoit la perspective d'une installation plus permanente en Europe, visant un nouvel ordre stratégique dans tout le sud-est de l'Europe*(253). En Hongrie, pays nouvellement intégré à l'Alliance atlantique, une antenne militaire de l'OTAN a été installée. L'Albanie et la Macédoine, (la proximité de celles-ci avec la Turquie et la Grèce, deux pays de l'Alliance où les États-Unis bénéficient déjà de facilités militaires) qui ne font pas partie de l'Alliance, ont néanmoins servi de bases arrière aux opérations de l'OTAN et une antenne militaire américaine a été installée dans chacun de ces pays*(254).

Cette expansion de l'OTAN est devenue une source d'inquiétude particulièrement importante pour la Russie parce que depuis 1999 près de 150 bombes nucléaires américaines et les bombardiers qui leur sont associés sont stationnés dans des États non nucléaires en Europe (en Allemagne (45), en Italie, dans le Royaume-Uni (30), en Turquie (15), en Belgique, en Grèce et dans les Pays-Bas (10). Il n'existe aucun accord formel qui empêcherait le transport de ces armes jusque dans les territoires des nouveaux membres de l'OTAN, c'est-à-dire plus près des frontières de la Russie. Ces installations contreviennent aux articles I et II du Traité de non prolifération des armes nucléaires interdisant aux États possédant l'arme nucléaire de partager des armes nucléaires avec des États non nucléaires.*(255)

La Russie a perdu son prestige et son autorité dans l'espace post-soviétique. Au cours du cinquantième anniversaire de l'OTAN à Washington en avril 1999 (tout de suite après le bombardement de la Serbie), tous les membres de la CEI, sauf la

Russie, mais y compris la Biélorussie, croyaient bon répondre à l'invitation américaine. À cette occasion, le Président de la Géorgie E. Chevardnadze annoncera ce que d'autres pensaient: « L'OTAN n'est pas une organisation agressive, mais une force réaliste qui établit la paix partout où cela est nécessaire. »*.

Une majorité des États de la CEI (particulièrement, les membres de GUUAM) est déterminée à s'opposer à toute tentative de la Russie de leur dicter quoi que ce soit. Dans ce cadre, le soutien des États-Unis à GUUAM lié à l'OTAN par le programme le (Partenariat pour la Paix) a constitué un outil d'affirmation, de preuve d'indépendance vis-à-vis des Russes.

Le dernier et peut-être le coup le plus dur que subira la Russie surviendra un mois plus tard au Kosovo. Il s'agit du « Nouveau concept stratégique » de l'OTAN, officiellement adopté les 23 et 24 avril 1999 par les États membres, à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Alliance. Ce concept permettra dorénavant à Washington d'intervenir partout et n'importe quand sans mandat de l'ONU. Pour la première fois depuis 1945, la seule légalité internationale reconnue et admise par les États - les Nations Unies - « étaient mise à l'écart sans même être remplacée par une structure équivalente, mais plutôt au profit d'un nouvel ordre mondial américain unilatéral. » (A. del Valle)*(258). La guerre du Kosovo, selon del Valle, a clairement démontré que la Russie ne jouera plus le rôle de superpuissance qu'assumait autrefois l'URSS. Les États-Unis, en tant que superpuissance unique, qui, au cours des dix dernières années, deviendra le pays le plus avancé économiquement et techniquement, « ne cachera plus ses ambitions mondiales » et utilisera l'Alliance sous le prétexte de l'intervention humanitaire et de la défense des droits de la personne alors qu'en fait, ce ne fut qu'un instrument servant leurs intérêts.

Quels intérêts ? Z. Bgzezinski donne une réponse claire: « Pour l'Amérique, l'enjeu géopolitique principal est l'Eurasie. (..) On dénombre environ 75 % de la

population mondiale en Eurasie, ainsi que la plus grande partie des richesses physique, sous formes d'entreprises ou de gisements de matières premières. L'addition des produits nationaux bruts du continent compte pour quelque 60 % du total mondial. Les trois quarts des ressources énergétiques connues y sont concentrées. (..) 'L'Eurasie demeure le seul théâtre sur lequel un rival potentiel de l'Amérique pourrait éventuellement apparaître. ». De qui s'agit-il ? La Russie et la Chine.

La conquête de l'Eurasie, c'est-à-dire la conquête de la Russie et de l'espace post-soviétique, incluant l'Europe de l'Est, est à l'ordre du jour. Comme l'écrit del Valle « il est impossible pour les États-Unis et d'autres pays occidentaux de simplement regarder passivement l'ouverture de cette zone. »*. Si la *nouvelle pensée* gorbatchévienne a mené au début à la corrosion de l'URSS et a finalement détruit le pays, le « partenariat stratégique » lui (la ligne générale de la diplomatie eltsinienne), a abouti à une perte d'influence et un recul considérable de la Russie en tant que superpuissance égale aux États-Unis. « La Russie, d'aujourd'hui, affirme Pushkov, semble n'être qu'un pâle reflet de la puissante et influente Union soviétique. Bien qu'elle ait hérité du siège de membre permanent de celle-ci au sein du Conseil de sécurité de l'ONU, elle n'a pas su se tailler une place de premier rang aux Nations Unies et éviter de n'être que dans le sillon des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France »*.⁽⁹⁵⁾ Le bombardement de la Serbie a suscité un grand débat sur la place de la Russie dans le monde contemporain et il a eu une influence directe sur la politique étrangère russe. Nous le verrons dans le prochain chapitre.

Chapitre IV

L'impact de la guerre du Kosovo sur les débats et la politique étrangère russe

Le bombardement de la Serbie a eu une résonance sans précédent dans la société russe : l'opinion publique, le gouvernement russe et les partis politiques presque à l'unanimité, ont condamné l'action de l'OTAN dans les Balkans (3). Solidarité slave (l'identité culturelle, linguistique, historique entre les Russes et les Serbes), antiaméricanisme, la « mobilisation national pour un capitalisme d'État face aux tentatives d'écraser la Russie » n'étaient pas des sentiments appartenant aux seuls communistes et nationalistes.* Le sentiment qu'il existe un « complot géopolitique de l'Occident contre la Russie » a été profondément ressentie chez de nombreux élites et intellectuels russes, y compris d'anciens dissidents anti-communistes comme Soljenitsyne ou Zinoviev.

Voici la déclaration de Zinoviev aux Serbes, durant la guerre du Kosovo : « Nous avons sauvé l'humanité de la menace le plus terrible : le fascisme. À présent nous sommes attaqués par un nouveau ennemi commun, l'impérialisme américain, qui cherche à dominer le monde. Les mêmes intentions l'animent contre nous, les Russes, et vous, les Serbes : nous briser par le démembrement de notre pays et le morcellement du peuple, le but final étant de nous exterminer. (...) Nous les Russes, nous avons déjà capitulé devant cet ennemi. Alors que vous, vous résistez. ». * Ces sentiments anti-occidentaux et anti-européens des Russes ont été considérablement accentués depuis la crise du Kosovo. Au début avril 1999, 59 % des Russes reconnaissaient avoir une vision négative de l'Occident et de l'Europe de l'Ouest.'*

La thèse du complot, largement répandue en Russie parmi différentes forces politiques depuis 1991, affirmant que les pays Occidentaux et ces organisations financières internationales (Banque mondiale et le Fonds monétaire international qui ont dirigé les réformes économiques russes) aient visé consciemment l'affaiblissement du pays, après le *crash* 1998 - l'écroulement complet de l'économie russe - a fait une preuve claire. Quelques chiffres montrant la situation difficile de l'économie russe.

Le recul du P.I.B. a été supérieur à celui que la Russie avait subi lors de la Seconde guerre mondiale. De 1940 à 1946, la production industrielle de l'URSS avait diminuée de 24 %. De 1990 à 1999, la production industrielle russe est tombée de près de 60 % - plus encore que le P.I.B. (54 %). Selon une étude de la Banque Mondiale, en 1989, seul 2 % des habitants de la Russie vivaient dans la pauvreté. À la fin de l'année 1998, plus de 40 % de la population du pays vivait avec moins 4 dollars par jour. La dette extérieure a atteint le niveau record de 180 milliards de dollars (1999), la dette interne se chiffrant, pour sa part, à 161 milliards de dollars (1999). C'est exactement après le *crash* financier de 1998 qu'une partie de la classe moyenne commerçante, base sociale de l'occidentalisme (10-20 % de la population) se trouve ruinée.

La situation économique a été aggravée par le processus de désintégration de la Russie, après le fameux slogan de Eltsine « Prenez autant de souveraineté que vous pouvez en avaler. »*, faisant des concessions d'ordre économique et décisionnel aux dirigeants locaux. De 1990 à 1995, plusieurs républiques autonomes (le Tatarstan, la Yakuti, la Tuva qui deviendra presque indépendant) délimitent le pouvoir central en place (Voir *L'Époque d'Eltsine*, Y. Baturine, A. Ilin, V. Kostikov, A. Livchits, L. Pikoya, G. Satarov).

En Tchétchénie, la question de l'indépendance tournera en conflit militaire . En décembre 1995, les forces fédérales commencent la guerre (entre 50 000 et 100 000 morts). Ce qui n'était qu'un problème intérieur menace de devenir un conflit pan-caucasien, un conflit qui pourrait diviser le pays à travers les confessionnalités (19,3 % de la population en Russie est musulmane) et prendre ainsi une dimension internationale.* Pour cet raison, la thèse du complot après la guerre du Kosovo et le bombardement de la Serbie, a connu une véritable explosion dans la société russe entière.

Mais plus objectivement, Isabelle Facon écrit dans le Monde diplomatique (juin 200) : « Le véritable fondement de la réaction des Russes était que l'Alliance attaquait un État souverain, la Serbie (par identification, cela les inquiétait); qu'elle consolidait son statut d'acteur central de la sécurité européenne dans l'après Guerre froide; qu'elle avait contourné le Conseil de sécurité de l'ONU. »*

« Attendez simplement un peu que Clinton, par accident, envoie un missile. Nous répondrons immédiatement. Quelle insolence ! Lancer une guerre contre un État souverain. Sans le Conseil de Sécurité. Sans les Nations Unies. » - telle était la réaction du Président Eltsine 24 mars 1999. Le même jour, 24 mars 1999, Roman Popkovich, président de la Commission de Défense de la *Douma* a proposé d'intégrer dans la politique de sécurité nationale, la possibilité d'utiliser en premier l'arme nucléaire (9). Et lors d'une réunion ultra-secrète du Conseil de la Sécurité russe, le Président Boris Eltsine a signé un décret dans lequel il s'engageait à développer, déployer et utiliser des armes tactiques (10). La Douma russe a refusé de ratifier l'accord STAR II avec les États-Unis (11) Rappelons que la première fois, quelque jours avant le vote décisif de la Douma, les Américains ont lancé des « frappes militaires » contre l'Irak et que la seconde fois, comme on le voit, ce fut contre la Yougoslavie. La Russie a également boycotté le Sommet de l'OTAN à Washington, en avril 1999 (13).

Au même moment, en avril 1999, la Russie organisait les manoeuvres stratégiques les plus importantes depuis la fin de la guerre froide, connues sous le nom Occident -99 (attaque d'un « agresseur occidental » contre le territoire de la région de Kaliningrad et contre la Biélorussie) (14). Dans le cadre de ces manoeuvres, deux bombardiers stratégiques TU-95 MS des forces militaires russes ont fait un raid dans la région de l'Islande (ils n'étaient pas intervenus dans cette région depuis plus de dix ans) pour simuler un lancement de missiles de croisière sur le territoire des États-Unis. À la frontière norvégienne, deux bombardiers TU-160 répétaient la même tactique militaire de lancement de missiles de croisière sur le territoire de l'Europe continentale. Et malgré le fameux retour d'avion de Primakov (annulation du voyage de Primakov aux États-Unis alors que celui-ci était déjà en route)*(249), rien ne pourra adoucir l'humiliation de la Russie qui perdait ses alliés et son influence tant politique que militaire dans la communauté internationale.

La guerre du Kosovo encore une fois montrée que la guerre froide a permis aux États-Unis de renforcer sensiblement de leur position sur le plan international. « Jamais, écrit Bert de Belder, en mai 1999, la position économique de l'Amérique n'avait été aussi forte qu'aujourd'hui. Les États-Unis possèdent des alliés dynamiques et se développant vite. Pratiquement toutes les menaces traditionnelles à la sécurité ont disparu avec la guerre froide, sauf le développement de l'armement nucléaire. ».* La Russie s'est retrouvée dans une situation radicalement différente. Ses positions géostratégiques ont été considérablement affaiblies. Le pays qui a plus contribué à la fin de la guerre froide s'est retrouvé dans la position la plus vulnérable de toutes les grandes puissances. Et justement, ces sentiments contre les Occidentaux et les occidentalistes russes ont fait pratiquement s'unir toutes les forces politiques contre le pouvoir de Eltsine.

Outre l'opposition communistes-patriotique, une grande partie du monde industriel, financier et politique régional soutient l'alliance menée par le maire de

Moscou Youri Loujkov et Evquenii Primakov. Concernant Primakov, il est nécessaire de souligner que l'une des raisons de son retrait après huit mois à la tête du gouvernement russe, à l'exception des questions internes (une politique de centre gauche : restauration de l'État, relance des investissements, lutte contre l'évasion des capitaux), était sa divergence de vue avec l'entourage de Eltsine sur le problème du Kosovo (comme il l'indique dans son livre *Huit mois plus tard*, (p.169) et la nomination de Victor Tchernomyrdine comme représentant personnel de Président russe dans les Balkans, sur la demande du Président américain B. Clinton. (E. Primakov, *Idem*). Ces fortes pressions de la part de l'opposition, des occidentalistes eux-mêmes déçus par sa politique l'ont-ils contraint à céder le pouvoir dans le champ constitutionnel ?

Parmi les raisons objectives et subjectives de l'échec de la politique Occidentalistes russes sous Boris Eltsine, l'un des plus importants problèmes c'est l'interprétation du bilan de la guerre froide - totalement différent dans les deux pays. Aux États-Unis la fin de la guerre froide a été accueillie comme une victoire de l'Occident dans une guerre mondiale (qui n'eût jamais la forme d'un conflit armé). Les États-Unis s'attendaient de la part de la Russie à un type de comportement propre à un pays vaincu, comme dit Alexeï Pouchkov « le modèle germano-japonais* (reconnaissons que même l'Allemagne et le Japon vaincus au cours de la Seconde guerre mondiale), tentent la mise en place d'une politique étrangère indépendante. Pour cette raison « la volonté exprimée par la Russie d'un partenariat stratégique avec l'Occident a été interprétée aux États-Unis « comme la promesse d'abandonner toute politique étrangère indépendante ». « La Russie est une puissance vaincue. Après soixante-dix ans de communisme, elle a perdu un combat titanesque. Quand à prétendre au rôle de superpuissance, c'est une illusion. Aujourd'hui, la Russie est un pays pauvre, primitif. En dehors de quelques villes, la Russie, c'est l'Inde. » (Zbigniew Brzezinski, 19 août 1994)*.

En Russie, la fin de la guerre froide a été interprétée tout autrement. Sans la nouvelle pensée politique de Gorbatchev, le mur de Berlin serait encore debout, dans ces mots on retrouve toute la philosophie des Russes. L'Union soviétique n'a pas été occupée par les armées des vainqueurs. La révision de son histoire, le refus de l'idéologie soviétique a été le résultat de décisions indépendantes et internes, et non les conditions d'une capitulation. La Russie a tout de même conservé la majeure partie de ses matières premières (en particulier énergétiques), ses industries, et bien sûr, comme le souligne J. Lévesque « ses forces armées demeuraient intactes, les élites restaient largement en place. »*(223) Selon A. Konovalov, si l'on considère la situation selon les critères de la géopolitique traditionnelle, il faut admettre que la Russie a perdu la guerre froide. Mais entre 1988 et 1992, Moscou a abandonné les stéréotypes géopolitiques traditionnels dans sa politique étrangère, et a tenté de construire celle-ci en se fondant non pas sur les intérêts nationaux concrètement définis, mais sur certaines « valeurs humaines ».

Pendant ce temps, les États-Unis agissait en plein accord avec la logique géopolitique. Depuis la naissance de l'État, il n'y a pas d'autre logique que la *logique géopolitique* et il serait bien difficile de prétendre que l'Union soviétique, dans une situation similaire, aurait agi autrement que les Américains. Entre 1991 et 1993, « il y eut une conjonction unique d'occasions historiques, irrémédiablement manquées par les dirigeants occidentaux ainsi que par les leaders russes. »* Mais les États-Unis et la Russie s'éloignant de plus en plus l'une à l'autre, et se comprennent de moins en moins bien. « Pendant la guerre froide, l'attention soutenue portée à l'autre partie et la volonté de prévoir et de prendre en compte ses réactions éventuelles étaient dues à la méfiance et à la peur. La peur disparue, disparurent également ses conséquences. »*

Quelque mois plus tard après les événements du Kosovo, le 31 décembre 1999, n'attendant pas la fin de son second mandat au printemps 2000, Boris Eltsine dans son adresse annuelle au peuple russe, surprenant tout le monde, annonce sa

démission. Il faut dire quelque chose, à notre avis important, sur ce discours-là. Le dernier discours du Président russe était, en effet, très étonnant et très émouvant.

Le discours d'une personne assumant toute la responsabilité des lourdes conséquences de sa politique, en y donnant les explications suivantes « nous (occidentalistes) arrivent au pouvoir en pensant que par un saut, tout de suite, il sera possible de passer d'un système totalitaire à la société démocratique. Mais en réalité, nous nous sommes heurtés aux difficultés que l'on ne pouvait prévoir. Quelque part nous avons été très naïf, moi-même aussi, quelque part les tâches ont été très complexes. » Sa décision de quitter, sa propre décision, dit-il, est motivée parce qu'un temps arrive, souligne Eltsine, où d'autres personnes, d'autres générations, beaucoup mieux préparés, pour gouverner et bâtir la nouvelle Russie. « (..) Et moi, je ne devais pas les empêcher ». « (..) Nous, qui pendant autant de temps étaiet au pouvoir, nous devions partir. »

Moi, comme plusieurs autres citoyens, de l'URSS et puis de la Russie, avons gardé en mémoire la dernière phrase du discours du premier Président russe (récemment décédé) : « Je vous demande personnellement de me pardonner (dit-il, s'adressant à chaque citoyen russe) de n'avoir pu justifier vos attentes. Je vous demande de me pardonner pour avoir ruiné votre rêve. Votre déception. (..) Mais vous devez savoir que je sentais la douleur chacun d'entre-vous.* »

Rendons hommage au courage du premier Président russe, Boris Eltsine pour un très original bilan de son activité à la tête de la Russie et remercions-le pour ce qu'il nous a apporté à nous autres, la Liberté : liberté de choix, liberté de la parole, liberté de la presse, liberté de conscience, qui sont vraiment les choses les plus importantes symbolisant son époque, l'époque des Occidentalistes.

4.1 Changement de la conception de la politique étrangère russe. Arrivée au pouvoir d'Étatistes.

L'une des plus importantes leçons de la guerre du Kosovo, ce que le libéralisme occidental qui marquera la Russie pendant plusieurs années, fut rejeté par la société russe (« au départ antimilitariste, pro-occidentale et attachée à la démocratie »)(1) De nombreux témoignages dans des sondages indiquent ce refus, surtout après le bombardement de Belgrade. À la question : « La démocratie occidentale, l'individualisme et le libéralisme sont-ils des valeurs qui ne conviennent pas aux Russes ? », ceux-ci approuvent à 62,9 %. (V. Serebranikov, 2000)(2) Au cours des élections législatives 1999 et des présidentielles de 2000, la Russie a fait son choix, comme l'a prédit B. Eltsine, en faveur de nouveaux hommes politiques. Vladimir Poutine, représentant de la ligne traditionaliste, a remporté les élections présidentielles russes du 26 mars 2000, ayant recueilli 52,6 % des votes exprimés. Il était loin devant ses opposants et a pu éviter un second tour de scrutin. En deuxième position vient Guennady Zyouganov, président du Parti Communiste de la Fédération de Russie (CPRF), avec 29,3 % des suffrages, et en troisième, représentant les valeurs occidentalistes, Grigori Yavlinski, président du parti libéral-démocrate, *Yabloko* avec 5,8 %. La participation à l'élection a été 68,8 %. *

La guerre du Kosovo a eu un impact direct sur la politique étrangère russe. En mai 1999, 78 % des gens sondés approuvent l'idée que « la Russie doit choisir sa propre voie, sans être soutenue par l'Occident pour faire un retour au statut de grande puissance. » (3)(O. Botcharova, avril 1999). Ces sentiments anti-occidentaux et antieuropéens des Russes ont été considérablement accentués depuis la crise du Kosovo : début avril 1999, 59 % des Russes reconnaissent « avoir une vision négative de l'Occident et de l'Europe de l'Ouest. » Les Russes disent : *Vremia razbrasivat kamni, vremia sobirat kamni* ce qui peut être traduit par : « Il y a un temps pour jeter les pierres et il y a un temps pour les ramasser. » Ils veulent ramasser

ce qui fut jeter à l'époque des Occidentalistes et qui aurait dû être la fondation d'une nouvelle Russie : ses convictions et ses propres valeurs, ce qui lui permettrait de reprendre une digne place dans la communauté internationale (V. Poutine, 2000)*.

Nous ne prétendons pas, dans le cadre de notre travail, effectuer une vaste recherche concernant les activités et la personnalité du Président russe (les opinions sont partagées, certains soulignent son passé au KGB, d'autres le perçoivent comme le *Grand libérateur du peuple russe*). Soulignons simplement que la Russie sous Vladimir Poutine a radicalement changé, tant au niveau conceptuel que concrètement, son comportement en politique étrangère.

Conceptuellement, selon nous, il s'agit de la « *troisième voie* » (née dans le mouvement libéraliste du XIX^{ième} siècle, présente dans le passé à travers plusieurs mouvements révolutionnaires qui croyaient dans la voie « spécifique » des Russes. Voie dans laquelle s'est engagée M. Gorbatchev, ce qu'a clairement montré l'entourage de Primakov). Poutine a intégré trois tendances dans ses politiques qui sont représentées par les trois courants fondamentaux de la vie politique de la nouvelle Russie. La première est cultivée par le nationalisme rouge du parti communiste de G. Zyouganov qui est enraciné dans la nostalgie de l'époque de l'Union soviétique et la mystification de l'âme russe qui s'incarne dans le rôle particulier et civilisateur de l'État russe dans la communauté internationale. La deuxième tendance est incarnée par le mouvement de Grigori Yavlinski et son parti Yabloko. Elle repose sur l'illusion que le capitalisme constitue le stade de développement social le plus élevé au monde et que le capitalisme est synonyme de démocratie. Et il va de soi que selon cette vision, le développement du capitalisme entraîne naturellement et inévitablement le développement de structures de pouvoir démocratiques. Enfin, le dernier courant est constitué par le nationalisme anticommuniste représenté par le parti de Vladimir Jirinovsky. Il repose sur la xénophobie agressive, le chauvinisme et la démagogie fasciste.

Vladimir Poutine a pu accéder au pouvoir en protégeant les intérêts généraux de chacune de ces tendances : le courant libéraliste occidental, le slavophilisme et l'héritage soviétique. Les valeurs les plus importantes comportent l'idée d'un État fort et celle de l'autorité d'un leader. (La politique des *trois P*: *Pragmatism* (Pragmatisme), *Predskasuemost* (Prédire), *Posledovatelnost* (Conséquent). (4) Mais V.Poutine à la différence des autres étatistes est plus rationnel et plus pragmatique. Il est en effet difficile d'imaginer que Poutine, comme Primakov, aurait pu proposer l'idée d'une union avec la Serbie au cours de la guerre du Kosovo.

Dernier point. S'il existe une volonté de vraiment saisir et ressentir la Russie d'aujourd'hui, il est nécessaire de prendre en compte la personnalité du Président Poutine qui influence fortement *l'idéologisation* de la politique russe. À ce propos, il est très intéressant de souligner cette phrase que Poutine a prononcé dernièrement : « Je suis Russe, comme on dit chez nous *do mosga kostei* jusqu'à la moelle des os. Et mon lien spirituel avec la Russie est très fort et très profond. » (6) Nous ne lirons jamais une telle chose chez des Occidentalistes tels les E. Gaidar, A. Tchubais ou B. Nemtsov.

Dans la politique étrangère, on tente de retrouver l'ancien prestige du pays en termes de superpuissance et de récupérer l'héritage de l'Union soviétique. Ce qui marque un tournant majeur pour la compréhension de la philosophie et de l'environnement politique de la diplomatie poutinienne.(5)

L'équipe de Poutine se démarquera dès son arrivée au pouvoir de celle d'Eltsine. Elle démontre une capacité à exposer clairement ses buts et ses objectifs : la nouvelle *doctrine militaire russe*, avril 2000 et son *concept de politique étrangère de la Fédération de Russie*, juin 2000 proposeront une politique active et responsable. (7) Sa stratégie dans les affaires internationales est étroitement liée aux affaires intérieures et poursuit deux objectifs : assurer le développement économique et

renforcer la sécurité de la Russie pour affirmer son indépendance réelle ainsi que multiplier les échanges diplomatiques afin de devenir un interlocuteur important au niveau international : « Nous n'avons pas activement construit nos rapports avec les États de tous les continents *pour montrer notre drapeau* mais pour chercher pragmatiquement, sur une base réaliste, les formes de coopération qui aideront à résoudre les tâches nationales et garantiront à la Russie une place digne dans le monde. »(8)

Un mot sur la politique intérieure en citant d'abord la célèbre expression d'Alexandre Gortchakov qui disait, après la défaite de la Russie dans la guerre de Crimée en 1855 : « La Russie ne peut jouer un rôle actif en politique étrangère si, à l'intérieur du pays, règnent ruine et confusion ». (9) Cela est valable pour l'équipe de Poutine qui affiche d'ailleurs une vision du pouvoir central puissant et autoritaire (qui était présent dans la tradition russe tsariste et soviétique). Le gouvernement russe a, en premier lieu, renforcé les structures étatiques en instaurant un « pouvoir vertical » afin d'avoir la possibilité de poursuivre ses réformes structurelles (la réforme de l'administration, la libéralisation de l'économie, du système bancaire et de Gazprom. Selon le politologue russe D.Trenine tout le premier terme présidentiel de V. Poutine a été consacré à ces problèmes-là). (10) Rappelons que la cause principale dans les affaires de Kirghizie coûtera le pouvoir au Président A. Akaev en 2005, Poutine soulignera à ce moment la faiblesse du pouvoir central. (11)

Au niveau économique, la Russie, qui était en déclin à l'époque de Boris Eltsine, a connu un succès au cours des dernières années. Depuis 2000, l'économie a crû au taux annuel de 6 %, (6,4 % en 2005) et affiche un taux d'inflation de 10,9 % (2005) (à titre de comparaison, son taux était de 18,6 % en 2001 et de 36,5 % en 1999). La valeur de sa capitalisation en bourse a augmentée de 11 % depuis 2001 (elle vaut maintenant 621 milliards de dollars) et l'on s'attend à ce que son produit intérieur brut atteigne les 900 milliards de dollars pour l'année 2005. (12) Ces chiffres

sont principalement dûs à l'augmentation des prix du pétrole et du gaz, qui ont explosé depuis 2002 et au complexe militaire qui se redresse grâce aux entrées de nouvelles générations d'armements ainsi que d'achats massifs et structurés.(13)

Contrairement à Eltsine, Poutine reste fidèle à sa politique de renforcement du contrôle sur les ressources stratégiques nationales (au moyen du monopole gazier Gazprom et à la semi-nationalisation des sociétés de pétrole). Il s'opposera par ailleurs à la vente des ressources stratégiques à des intérêts étrangers, considérant cette production comme une solution aux problèmes internes (création du fond de stabilisation à travers quatre programmes nationaux) (14) et au remboursement de la dette externe. Il a remboursé, avant l'échéance, 22,5 milliards de dollars au Club de Paris en 2006, devenant également un pays créditant du Club par l'acquisition de 5 % du groupe aéronautique européens EADS.(15)

Cette assurance et cette indépendance économiques contribuent à la politique étrangère russe où le gouvernement Poutine tente de restaurer et de renforcer sa position sur la scène internationale : « nous agissons avec un pragmatisme extrême, conformément à nos intérêts nationaux et sans illusion quant à nos partenaires et amis. » (20) L'implication grandissante de l'économie dans la politique étrangère russe actuelle crée bien des remous, amenant certaines personnes se montrer très critique face à cette nouvelle politique. Citons le président de la Commission européenne, José Manuel Baroco (25 octobre 2006, en Finlande) qui affirmera que : « l'énergie divise la Russie et l'Europe comme au temps du communisme (!). » (18)

À partir de sa doctrine militaire et géostratégique, la Russie divise le monde en deux priorités distinctes : le proche étranger (les anciennes républiques soviétiques) et l'étranger éloigné (le reste du monde). (21) Les républiques de l'ex-URSS, surtout celles qui sont membres de la CEI, occupent une place centrale : la Russie les considère comme étant des héritières au plan diplomatique, culturel, militaire,

historique et géographique (22) et cherche à établir le modèle dominant dans tout l'espace de la CEI. C'est pour cette raison que la Russie mène une lutte féroce afin de limiter l'influence de l'OTAN, cette institution à l'aide de laquelle les États-Unis et l'Union européenne conçoivent une défense de leurs intérêts politico-économiques (l'Ukraine et la Géorgie furent accusées directement d'ingérence par le Président Poutine. (23) Les relations avec la Géorgie demeurent des plus tendues à cause de l'implications de cette dernière dans le conflit tchéchène ainsi que sa volonté déclarée de conduire une politique étrangère autonome.* Il y a d'autre part, un facteur de forte d'influence politico-religieuse qui tente d'opérer un retour au sein des sociétés de l'Asie centrale (pensons à l'Ouzbékistan et au régime de Karimov, qui aura un grand soutien de la part de la Russie). (24). Il y a aussi l'Azerbaïdjan, avec l'élection douteuse du fils Aliiev qui concerne directement le Caucase russe. (25) La victoire diplomatique russe dans l'espace post-soviétique est illustrée par le retour de l'Ouzbékistan dans le giron russe. Elle est sortie de GUUAM ; elle a refusé de soutenir la Géorgie contre la Russie (26). Enfin, l'arrivée du nouveau Premier ministre ukrainien V. Ianoukovitch. Reconnu pour être un ardent partisan de la Russie est un argument de plus de cette victoire de la diplomatie russe. (27).

Pour s'opposer à l'hégémonie des États-Unis, la Russie considère que la politique a plusieurs vecteurs et que chaque vecteur a son importance ; elle perçoit également que l'ONU a un rôle central à jouer.(28) Étant le pont culturel-civilisateur en Eurasie, la Russie oppose aux États-Unis un premier vecteur asiatique. Avec la Chine et l'Inde, la Russie entre dans une phase de relations sans précédent. Une déclaration conjointe signée par Pékin, New Delhi et Moscou a formulé la nécessité d'établir « une stratégie globale de développement en Eurasie reposant à la fois sur la confiance et le profit mutuels, l'égalité et la coordination »*. Ce triangle Russie-Chine-Inde (visite de Poutine en 2006 dans les deux pays) se transforme en une structure de plus en plus solide. Des exercices militaires conjoints avec la Chine (Mission de Paix 2005) a suscité beaucoup d'intérêt en Inde. Il a déjà fait savoir qu'il

serait intéressé à participer à des exercices similaires. L'un de plus importants objectifs de ce rapprochement eurasiatique est le maintien de la stabilité en Asie centrale et la sécurité des voies maritimes de transport d'hydrocarbures, souligne le ministre des Affaires étrangères russe S. Lavrov* .

Un autre point est la lutte contre le terrorisme international. Le Caucase pour la Russie, le Cachemire pour l'Inde et le Xinjiang pour la Chine sont des régions abritant une mouvance islamique extrémiste et fondamentaliste. Plus globalement, ces relations triangulaires interétatiques, en permettant d'établir un partenariat militaire, unissent ces trois États dans leur volonté de mettre un terme à la stratégie américaine du monde unipolaire en créant une véritable force régionale*. L'Organisation de coopération de Shanghai dont l'Inde est devenu membre observateur, s'inscrit dans cette nouvelle alliance.

Le deuxième vecteur se situe en Europe où l'indépendance énergétique des Russes (la Russie fournit à l'Europe occidentale 25 % du gaz naturel) permet d'établir des relations cordiales entre Moscou, Paris et Berlin, et ce, malgré quelques réticences face à certains pays de l'est de l'Europe. Le Président Chirac résumera bien le tout : « Il n'est pas question de lier des actions morales à des actions économiques, ce sont deux domaines différents. »(30).

Le retour de la Russie en tant qu'acteur puissant sur la scène internationale se vit également par un grand retour au Proche-Orient, l'ancien bastion de l'URSS, où elle est présentée comme la seule alternative à la superpuissance américaine. Mentionnons un retour des relations avec le continent *révolutionnaire* (l'Amérique Latine) ainsi qu'une première visite historique de Poutine en Afrique du Sud en 2006. Selon certains, le rôle de médiation de la Russie dans la question nucléaire iranienne et nord-coréenne est incontestable. (31)

La Russie s'oppose désormais à la politique des États-Unis en ex-Yougoslavie. Pour Poutine, celle-ci (la Yougoslavie) est : « notre partenaire clé » dans la région balkanique. (32) Et la réaction officielle de la Russie fut contraire à l'opinion des pays occidentaux quant à la mort *mystérieuse* (mars 2006) de S. Milosevic dans la prison du Tribunal pénal internationale. (33)

Contrairement aux occidentaux, la Russie soutient ouvertement le gouvernement de V. Kostunisa concernant la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Yougoslavie. Le point le plus important à considérer est le statut futur de la province du Kosovo dont s'occupe actuellement le Conseil de Sécurité de l'ONU. Et, tout comme il y a sept ans, la décision finale sur cette question dépend de la position officielle de la Russie en tant que membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU et du Groupe de contact sur l'ex-Yougoslavie. (26) Nous faisons référence ici à la question du futur statut du Kosovo, où les États-Unis ont avancé l'idée d'une indépendance limitée. Alors que la Russie (comme l'a souligné à plusieurs reprises le Président Poutine et encore dernièrement, le 6 juillet 2006) (27) la décision finale quant au sort du Kosovo est liée au sort de plusieurs régions du monde post-soviétique telles que l'Ossétie du Sud, l'Abkhazie et la Transnistrie, pour ne nommer que celles-ci.

Ce problème fut mis en lumière dernièrement avec la Géorgie comme le remarque V.Poutine : « Si quelqu'un pense que l'on doit accorder au Kosovo le statut d'État indépendant, alors pourquoi le refuser aux Abkhaze ou aux Ossètes du sud ? » (presque 80 % de la population des deux républiques sont des citoyens russes, dont les intérêts sont défendus par le gouvernement russe. (35) Finalement, la dernière et l'une des plus importantes leçons du Kosovo touche la sécurité, la stabilité et l'intégrité de la Russie elle-même : il s'agit de la question nationale qui s'aggrave à chaque jour. De nombreux conflits ont clairement une racine ethnique. (36) Bien que la valeur nationale traditionnelle de puissance soit permanente dans l'histoire russe et

soviétique et constitue la pierre angulaire de la Russie contemporaine, on ne peut demander aux populations non russes (plus de 35% de la population) d'édifier une Russie stable et forte si plusieurs mouvements ultra-nationalistes et fascistes demandent : « la Russie pour les Russes. »(37). Le destin de l'ex-Yougoslavie en est une triste preuve.

CONCLUSION

Comme on peut le constater, la Russie, après la dissolution de l'URSS est passée par un long et difficile chemin pour trouver sa place dans la communauté internationale. Es-ce qu'on peut croire que la guerre du Kosovo, a eu autant d'influence sur la vision conceptuelle de la politique étrangère russe, qu'elle a apporté son dernier dur coup à l'image de la diplomatie russe ? Et que ce visage conceptuel de la politique étrangère russe est figé jamais ? Difficile de donner une réponse définitive. L'élection présidentielle de 2008 fournira des éléments de réponse à cette question. Les perspectives de la politique étrangère russe et sa place dans le monde sont étroitement liées. Espérons seulement que la Russie n'oubliera pas les leçons de son passé récent et fera un choix civilisé et digne de cette grande nation.

NOTES

Introduction

1. Guskova, Elena, *Serbiia: Tragediia prodoljaetsa*, Moscou : Kontinent, (2002), n°10, 3.
2. Fisk, Raymond, Mensonges de Guerre au Kosovo, *Le Monde diplomatique*, (août 1999) : 1-7 <http://www.monde-diplomatique.fr/1999,08/FISK12378>.
3. Kozlov, Leonid, *Yougoslavski krizis i antizapodnije nastroyeniya v rossiyskoi natsionalnoi identichnosti, Rol vichero obrazovaniia v razvitii mejetnicheskoi toleratnosti*, Iaroslavl : YRPU, 2002, P.114
4. Primakov, Evgenii, *Godi v bolchoi politiké*, Moscou : Soverchenno sekretno, 1999,203.
5. *Krasnaja, Zvezda*, 28 mars 1999, 2.
6. Konovalov, Alexandr. Les relations russo-américaines de 1991 à 2000, *La Revue International et Stratégique*, 179.
7. *Ibid*, 180.
8. *ITAR-TASS*, 31 mars 1999.
9. *ITAR-TASS*, 31 mars 1999.
10. Iakimets, Vladimir, Les dangers nucléaires à la lumière de la crise des Balkans, *Energie et Sécurité*, n°10, 2. <http://www.ieer.org/ensecé/no/10frnc/danger.html>.
11. Iazikova, Alla, *Integratsiya Rossiyi v sistemu Evro-atlanticheskoi bésopasnost-balkanskii aspect*, Moscou : *Vestnik Evropi*, 2002, n°5, 6.
12. Troude, Gill, Les relations entre la Russie et les États-Unis, *Le Monde diplomatique*, <http://www.monde-diplomatique.fr.1999,7>.
13. Iazikova, Alla, 5.
14. Konovalov, Alexandre, 180.
15. *Nezavisimoye Voennoye Obosreniye*, 31 mars 2000, 1.
16. *Nezavisimaja Gazeta*, Moscou, 22 avril 2000, 2.
17. *Izvestia*, Moscou, 30 mai 2000, 1.
18. Alexandrova-Arbatova, Nina, *Otnochenija Rossiyi i Zapada posle kosobskogo krizisa*’, Moscou : *Mipovaia ékonomika i mejdunapodnije otnochenija*, 2000, n° 6, 14.
19. Konovalov, Alexandre, 180.
20. Richter, Patrique, «La lutte pour le pétrole de la mer Caspienne, la crise en Russie et l'éclatement de la Communauté des États-Indépendants», *Centre d'études et de recherches internationales*, n° 21, juin, 2000, 2-8.

21. Bocharova , Olga, «*Rossiya et Zapad ; obchnost ili otchujdeniye ?*», 6-11, 03.03.2000, [http :www.polit.ru/documents/189172.html](http://www.polit.ru/documents/189172.html)
22. Baturine, Youri, Ilin, Alexandre, Kadatskii, Fedor, Kostikov Vacheslav, Krasnov, Mikhail, Livchits, Alexandre, Nikiforov, Konstantin, Pikoya, Ludmila, Satarov, Georgii, *Époka Eltsina*’, Moscou : Vagrius, 2001, 790.
23. Discours de Vladimir Poutine à la télévision, 27 août 2000.
24. Ivanov, Igor, Nouvelle année de politique extérieur pour le monde et la Russie’, *Mejdounarodnaya jizn*’ (La vie internationale) 2002, 112 – 126.
25. Discours de V. Poutine à la télévision, 27 août 2000.
26. Djatras, Dmitrii, *Buducheie Kosovo zavisit ot Moskvi*’, Moscou: *Nezavisimaya Zazeta*, 11.09.2006, 4.
27. Réponses de V. Poutine aux internautes avant du Sommet G-8. *Agence France-Presse*, 6 juin 2006.
28. Vasiliev, Evgenii, *Yugoslavski krizis i Rossiya*’, Moscou, *Soverchenno sekretno*, 1985.
29. del Valle, Alexandre, Stratégie américaine en Eurasie et conséquences de la guerre du Kosovo, *Stratégie internationale*, «Les relations européenne-Russie, de la guerre froide à la guerre du Kosovo : approche géopolitique stratégique», *Stratégie internationale*, [http ://www.strategicsinternational.com/2feurussi.htm](http://www.strategicsinternational.com/2feurussi.htm).
30. Gorce, Marie. «L’Alliance atlantique, cadre de l’hégémonie américaine», *Le Monde diplomatique* <http://www.monde.diplomatique.fr/imprimer/2894/dca3be1a8,8/19/2005>

Chapitre I

1. Baturine, A. Ilin, F. Kadatskii, V. Kostikov, M. Krasnov, A. Livchits, K. Nikiforov, L. Pikoya, G. Satarov, *Époka Eltsina*, p.179-183
2. Ibid, p.182
3. M. Chauvier, Marie. «Les États-Unis à la conquête de l’Eurasie et du monde», *Le monde diplomatique*, fr, 2004, 12 -16.
4. Berdiaef, Nikolai, *Russkaya idéya. Samopoznaniye*,. Harkov : EKSMO-Press, 1998, 13-249.
5. Lavrinenko, Vladimir, *Politicheskaia misl v Rossii v XIX – natchale XX veka*, Moscou : Politologiya, 93-145.
6. Ibos – Hervé, Caroline, Les diplomates russes et la politique étrangère, *Centre d’études et de recherche internationales*, 1997, n° 32, 18.
7. Berdiaef, Nikolai, *Russkaya idéya*. 13-249.
8. Lavrinenko, Vladimir, « *Politicheskaia misl v Rossii v XIX-natchale XX veka*», 111-126.
9. *Idem*

10. Berdiaef, Nikolai, *Sudba Rossii, Harkov* : EKSMO- Press, 2001, 267-469.
11. Lavrinenko, Vladimir. « *Politicheskaia misl v Rossii v XIX -natchale XX veka*», 111-126.
12. Tchitcherine, Boris, *Polojitel'naya filosofiya i édinstvo nauki*, Moscou : 1900, 202.
13. *Ibid*
14. Lavrinenko, Vladimir. «*Politicheskaia misl v Rossii v XIX - natchale XX veka*»,111-126.
15. Hervé Kollet. «Russie: la tentation impériale», Colisee, 17 fevrier, <http://www.colisee.org,acricle=964>
16. Lavrinenko Vladimir, p.100-103
17. *Ibid*, 103-126.
18. Chkoda Boris, *O tcheloveke, kotorii cvobodu stavil viche boga*, dans N. Berdiaev, *Sudba Rossii*, EKSMO-Press, 2001, 24.
19. Bélanger André et Vincent Lemieux. *Introduction à l'analyse politique*. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2001, 119-138
20. Dunne, Tim, *Libéralisme dans John Baylis et S. Smith*. The Globalization of World Politics : an introduction to international relations, Oxford,2002,160-181.
21. Baturine, Yourii, Ilin Alexei, .Kadatskii, Feder, Kostikov, Vatcheslav, Krasnov, Alexandre,. Livchits,. Nikiforov,. Pikoya, Ludmila,Satarov, *Epoka Eltsina*,469.
22. Lévesque, Jacques, 1989 *La fin d'un empire. L'URSS et la libération de l'Europe de l'Est''*, Presses de la fondation nationale de sciences politique, 1995,34-54.
23. Konovalov, 172.
24. Ibos-Hervé Caroline, *Les diplomates russes et la politique étranger*, Centre d'études et de recherches internationales, n° 32, octobre 1997, 14.
25. Primakov, Evrenii, *Godi v bolchoi politiké*, Les années dans Grand politique, Moscou,*Soverchennsekretno*, 1999, 1.
26. Cité par Sterchi, Joseph, A. Sakharov le dissident exemplaire'', *La Liberté*, 13 novembre 2006, 3.
27. *IzvestiyaTSkaKPSS*, Moscou, 199
28. Gromyko, Andrei, *Pamatnoye*, Mémorable, Moscou :Politizdat, 1988, V.2,354.
29. Carrère d'Encause, Hélène, *Le pouvoir confisqué*, Paris, 1980,158.
30. I. Deutscher, Issak, *La révolution inachevée*, Paris, 1967, p, 75 dans Roche, Michel, *Système politique de la Russie et autres États successeurs de l'URSS*, POL.4035, Montréal, Université du Québec à Montréal, département de science politique, 2003.
31. Primakov, Evgenii,, *Godi v bolchoi politiké*, Les années dans Grand politique,*Soverchenno sekretno*, Moscou, 1999, 1.
32. *Ibid*, 24-33.
33. *Idem*

34. Gromyko, Andrei, *Pamatnoye*, V.2,204-205.
35. Baturine, Ilin, Kadatskii, Kostikov, Krasnov, Livchits, K. Nikiforov, L. Pikoya, G. Satarov, *Epoka Eltsina*, 192
36. Lévesque, Jacques. «1989 La fin d'un empire. L'URSS et la libération de l'Europe de l'Est» 31
37. Ibid, 52.
38. Kozyrev, La nouvelle Russie et l'Alliance atlantique, *Revue de l'OTAN*, n°1, février 1993, 3.
39. Ibid,5-8.
40. Gorbatchev, Micail, *Izbranniye Retchi i Statii''*, Moscou: Politizdat, V. 4, 1987, 379
41. IboHervé, 19.
42. Gaidar, *Dni porajenii i pobed*, 76.
43. Breault, Yann, Jolicoeur, Pierre, Lévesque, Jacques, *La Russie et son empire*, Paris, Presses de sciences Po 2003, 30
44. Kozyrev , La nouvelle Russie et l'Alliance atlantique, 27.
45. Baturine, A. Ilin, F.Kadatskii, V. Kostikov, M. Krasnov, A. Livchits, K. Nikiforov, L. Pikoya, G. Satarov, *Epoka Eltsina*, 189.
46. Ibid, 157.
47. Kozyrev, 2.
48. *Idem*
49. *Idem*
50. Primakov, *Vosem mesatcev plus*, Moscou, Misl, 2002, *Mir posle 11 sentabra''*, Moscou, Nationalno – obchestvenni fond, 2002
51. Entrevue de Primakov, *Krasnaia Zvezda*, 10 janvier 1997
52. Ivanov, Igor, *Rossiya v sovremennom mire, Otveti na visovi XXI véka''*, Moscou:OLMA-PRESS, 2004,98-100.
53. Primakov Evgenii, *Vosem mesatcev plus* 2002, 41- 46.

Chapitre II

1. Ethier, Diane, *Introductions de relations internationales*, Montréal, 2002, 163.
2. *Ibid*, 164
3. Aron, Raymond, *Qu'est ce qu'une théorie des relations internationales?*, *Revue française de science politique*, 17 : 5, (octobre 1967), 843, dans *Théories des relations internationales*, Montréal, 2003.
4. Ethier, *Introductions de relations internationales*, 157.
5. del Valle, Alexandre, Les relations l'Union européenne-Russie; de la guerre froide à la guerre du Kosovo : approche géopolitique et stratégique ,21-36.

6. Vostrakov, Sergei, *Balkanski uzel, Istoki i uroki*, Moscou: Obozreniye, 1999, 36-37
7. del Valle, Stratégie américaine en Eurasie et conséquences de la guerre du Kosovo, 18-21.
8. Pushkov, Alexei, La Russie et l'Occident : une relation menacée ?, *Revue de l'OTAN*, n°1, 2.
9. Trotski, Léon, *Histoire de la Révolution russe*. Particularité du développement de la Russie, Paris, 1979, 39-40
10. *Ibid*, 43
11. Lénine, Vladimir, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Paris, Editions sociale, 1979, 21.
12. Trotski, *Histoire de la Révolution russe*. Particularité du développement de la Russie, 46, 47
13. Lévesque, Jacques, *L'URSS et sa politique internationale*, 1987, ch.2, 46.
14. *Idem*
15. Lindemann, Tomas, Les images dans la politique internationale : l'image de l'autre, *La Monde diplomatique*, juin, 2001, 4.
16. *Ibid*, 4-8.
17. *Ibid*, 7.
18. Lévesque, *L'URSS et sa politique internationale*. 46.
19. R. Aron, *Qu'est ce qu'une théorie des relations internationales?*, 849.
20. Sieff, «Stalingrad shapes Russia», *United Press International*, 2005, 2.
21. Entretien de Henri Lepage avec M. Friedman, Milton Friedman ou le triomphe du libéralisme, *Politique internationale*, n° 2.831, 14.
22. Ethier, *Introductions de relations internationales*. 203.
23. *Ibid*, 203.
24. Seppo, Davis, L'URSS et le mouvement pour le désarmement et la paix'', *Revue internationale d'action communautaire*, août, 1984, p.103.
25. Aart van de Laar, Banque Mondiale un droit d'ingérence ? , *Revue générale de droit international public*, 2000, 6.
26. D. Seppo, *Introductions de relations internationales*. 105.
27. Lévesque, Jacques, 1989. *La fin d'un empire*, chapitre 1, 21.
28. Manilov, Vladimir, « Sécurité nationale : valeurs, intérêts et objectifs », *Voennaya Misl*, n° 6, novembre-décembre 1995, 48.
29. Seppo, *Contradictions et faillite du gorbatchévisme*, Quatrième internationale, n° 43, (décembre 1991 février 1992, 18-20.
30. Lévesque, 1989. *La fin d'un empire* ch.1, La politique internationale de Gorbatchev et la nature de son entreprise, 21-53.
31. Roche, Michel, *Thérapie de choc et autoritarisme en Russie : la démocratie confisquée''*, Paris, 2000, chapitre 2, 44-49.
32. *Idem*
33. Korjakov, Alexandre, *Ot rassveta do zakata*, Interburk, Moscou, 1997, 80-95.

34. Stiglits, Joseph, *La Grand Désillusion, Qui a perdu la Russie*, Paris, 2002, 218.
35. Troude, Les relations récentes entre la Russie et les Etats-Unis. 2.
36. Kozyrev, 6.
37. H. Carrère d'Encausse, Helena, Le duo Moscou/Washington à l'heure irakienne, *Politique internationale*, 275-279,
38. Roche, Michel, 50.
39. *Idem*
40. Sapir, Jacques, Autisme occidentale envers la Russie'', *Le Monde diplomatique*, décembre 1999,10.
41. Huntington, Samuel, *Le choc des civilisation*, Paris, 1997,42.
42. *Interview Claudia. Martinez avec E. Hobsbawm. Les conséquences de la chute de l'URSS. Charin, Suplemento Zona, 2 décembre 2001,1.
43. Stieglitz, La Grande Désillusion. Qui a perdu la Russie ? 236.
44. *Ibid*, 230.
45. *Idem*
46. E. Sapir, Autisme occidentale envers la Russie dans *Le monde diplomatique*, décembre 1999 ; Korjakov, *Ot rassveta do zakata''*, Interburk, Moscou, 1997,80-95 ; J. Stieglitz, 246.
47. Clairmont, Frédérique. La Russie au bord de l'abîme, *Le Monde diplomatique*, mars 1999,16-19.
48. Stieglitz, *La Grand Désillusion, Qui a perdu la Russie ?* 253.
49. *Ibid*, 224.
50. *Idem*
51. Sapir, Autisme occidentale envers la Russie, 11.
52. Clairmont, La Russie au bord de l'abîme. 1, 2.
53. Stieglitz, *La Grand Désillusion, Qui a perdu la Russie ?* 249.
54. Clairmont, La Russie au bord de l'abîme, 4-6.
55. Baturine, Ilin, Kadatskii, Kostikov, M. Krasnov, A. Livchits, K. Nikiforov, L. Pikoya, G. Satarov, *Epoka Eltsina*, p.98,395- 397.
56. *Ibid*, chapitre 2-5, pp.595-687
57. Shivley, Philips, Vienne, Julie-Pascal, Finkel, Annik, *Pouvoir et Décision*, Toronto, Montréal, 2001, 89.
58. Stieglitz, *La Grand Désillusion, Qui a perdu la Russie ?*237-248.
59. Sapir, Autisme occidentale envers la Russie.10.
60. Ivanov, *Rossiya v sovremennom mire, Otveti na visovi XXI véka*, 95.
61. Kosyrev, La nouvelle Russie et l'Alliance atlantique, 1.
62. *Ibid*, 1-2.
63. Gromyko, *Pamatnoye*, « Mémorable », Moscou :Politizdat, 1988,V.2, 300-363.
64. *Ibid*, 201-283
65. Lévesque, Jacques, 1989. *La fin d'un empire, ch.1, La politique internationale de Gorbatchev et la nature de son entreprise*, 23.

66. Gromyko, *Pamatnoye*, «Mémorable», 62-63.
67. *Ibid.*v.1, 209-212.
68. *Ibid*, 171-19.
69. *Ibid* V. 2, 352-353.
70. *Ibid*, V. 2, 202-202
71. *Ibid*, V. 2, 204-222.
72. Lévesque, 1989. *La fin d'un empire*,23-27.
73. Pushkov, La Russie et l'Occident : une relation menacée ? , *Revue de l'OTAN*, n°1, 3.
74. *Ibid*, 2-4.
75. Y.Baturine, A. Ilin, F.Kadatskii, V. Kostikov, M. Krasnov, A. Livchits, K. Nikiforov, L. Pikoya, G. Satarov, *Epoka Eltsina*, 469.
76. Interview Claudia. Martinez avec E. Hobsbawm. Les conséquences de la chute de l'URSS. 3.
77. Y.Baturine, A. Ilin, F.Kadatskii, V. Kostikov, M. Krasnov, A. Livchits, K. Nikiforov, L. Pikoya, G. Satarov,129.
78. Menderes, Marie, International sans territoires, *Cultures et Conflits*,n° 21-22,1996.
79. Breault, Jolicoeur, Lévesque, *La Russie et son ex-empire*, Presses de sciences Po, 2003,31-34.
80. *Ibid*, 42.
81. Iakimets, Vladimir, Les dangers nucléaires à la lumière de la crise des Balkans, *Energie et Sécurité*, n°10, 3-8.
82. Konovalov, Les relations russo-américaines de 1991 à 2000, *La Revue International et Stratégique*, 179.

Chapitre III

1. Federovskii, Pour réussir la paix, il faut la Russie, L'expansion, 12-05-1999, <http://www.lexpansion.com/Pages/Article=124780>
2. Guskova, *Serbiia : Tragediia prodoljaets*, Kontinent, Moscou, mars 2002, n° 10, 5-7 ; Danilov, S. Moche, « *Kosovski uz el* », SCHA-EPI, Moscou, p.18-21; 176.
3. Valle, Les relations européenne – Russie, de la guerre froide à la guerre du Kosovo : approche géopolitique géostratégique, 21-38. <http://www.strategicsinternational.com/2feurussi,htm>.
4. Gorce Marie, L'Alliance atlantique, cadre de l'hégémonie américaine, Le monde diplomatique. <http://www.monde diplomatique, fr/imprimer/2894/dca3be>.
5. Pakhalina, Tatiana, Matsunachvili, *Vveddeniye, Europa i mir''*, Moscou, 2000, 9-14.

6. Pakhalina, Some resultats of Russian politycy in the Balkans during the Kosovokrisis :Whatnext'',8,06.2005,1-4, <http://www.prof.msu.ru/publ/balk/007.htm>
7. Conférence de presse de V. Poutine au Kremlin 23 décembre 2004
8. Vasilieva, Nina, Gavrilov, Boris, Mirkiskin, *Balkanskiy uzal''*, Zvonmitsa-MR, 2005,332-386.
9. G. Troude, Les relations récentes entre la Russie et les Etats-Unis. 2.
10. *L'Histoire de la politique étrangère de la Russie''*, V.2, Moscou, 1997,175.
11. Vasilieva, B.Gavrilov,B.Mirkiskin.*Balkanskiyuzel'*Zvonmitsa-MR,2000,9-62.
12. Idem
13. Maevskiy,Victor, *Rosskiye v Yougoslavii.Vzaimootnocheniye Rossii I Serbii*, Moscou, v.2, 25.
14. *Historiia vnechney politiki Rossii*, V.2, Moscou, 1997, 26.
15. Maevskiy,*Rosskiye v Yougoslavii.Vzaimootnocheniye Rossii I Serbii*,Moscou, v.2, 30-39.
16. Manilov, Sécurité nationale : valeurs, intérêts et objectifs, *Voennaya Misl*, n°6, novembre-décembre 1995, 47.
17. Khrusheva, Nina,Poutine le joueur de poker, *Projet Syndicate*, 10 janvier 2005.
18. Vasilieva, Boris. Gavrilov, Mirkiskin, 'Balkanski yuzel'Zvonmitsa-MR, 2005,9-54.
19. *Ibid*, 54-62.
20. *Ibid*, p.62
21. Gromyko, *Pamatnoye*, "Mémorable", V.2, p.82-83
22. Vasilieva, B.Gavrilov, B.Mirkiskin, "'Balkanski yuzel,'Zvonmitsa-MR,2005, 326,327.
23. Gromyko, *Pamatnoye*, "Mémorable", v.2.,346-347.
24. Diane Ethier, Introductions de relations internationales, 36.
25. Vasilieva, B.Gavrilov, B.Mirkiskin, *Balkanski yuzel*, 269-312.
26. Diane Ethier, Introductions de relations internationale', 90.
27. Vasilieva, B.Gavrilov, B.Mirkiskin, *Balkanski yuzel*, 301.
28. Gromyko, *Pamatnoye*, "Mémorable", 82.
29. Martinova Maria, La crise Balkanique : les peuples et la politique Moscou, 12-16.
30. Breault, Jolicoeur, Lévesque, *La Russie et son ex- empire*. 29.
31. Martinova , La crise Balkanique : les peuples et la politique. Moscou, 18.
32. Baturine, A. Ilin, F.Kadatskii, V. Kostikov, M. Krasnov, A. Livchits, K.
33. Nikiforov, L. Pikoya, G. Satarov,471.
34. Primakov, *Godi v bolchoi politiké*. 235-36.
35. *Ibid*, 231-233.
36. Vasilieva, B.Gavrilov, B.Mirkiskin, *Balkanski yuzel*, 'Zvonmitsa-MR,2005
37. *Ibid*, 334-335
38. Troude. Les relations entre la Russie et les États-Unis.2.
39. *Idem*

40. Primakov, *Godi v bolchoi politiké*, 338.
41. Troude, Les relations entre la Russie et les États-Unis. ,3.
42. Vasilieva, B.Gavrilov, B.Mirkiskin, *Balkanski yuzel*, 339.
43. *Ibid*, 345.
44. *Idem*
45. Maevskiy, Victor, *Rosskiye v Yougoslavii.Vzaimootnocheniye Rossii i Serbii*. 24-37.
46. Menderes, International sans territoires'', *Cultures et Conflits*, n*.21-22,1996.
47. Vasilieva, B.Gavrilov, B.Mirkiskin, ''*Balkanski yuzel*, 328.
48. Martinova , La crise Balkanique : les peuples et la politique. 21.
49. Valle, Les relations européenne-Russie, de la guerre froide à la guerre du Kosovo : approche géopolitique géostratégique. 26-32.
50. Maevskiy, *Rosskiye v Yougoslavii.Vzaimootnocheniye Rossii i Serbii*. 25.
51. J. Lévesque. *La Russie et les Etats-Unis après le 11 septembre 2001 :'' l'énigme''Poutine*, dans *Entre Kant et Kosovo* (sous la direction de) A.M. le Gloannec, A. Smolar, Presses de Sciences PO,188.
52. Guskova, *Balkanskiy krisis : posledstviya i uroki dla slavanskoro napoda''*, mars 1999, <http://www.guskova.ru/w/wars/1999-apr,1-5>.
53. *Ibid*, 7.
54. Kremenuk, 'Russie-les États-Unis : les leçons de la crise du Kosovo de 1999, Les États-Unis. Canada : l'économie, la politique, la culture, n°10, 1999,41-46.
55. *Ibid*, 46-54 ; ''International Herald Tribune'', 22-08-1999
56. Primakov, *Vosem mesatcev plus*, Misl, Moscou, 2002,26-107.
57. Primakov, *Mir posle 11 sentabra*, Le monde après 11 septembre 2001, Nationalno-obchestvenni fond, Moscou, 2002 ; ''Vosem mesatcev plus'', ''Plus de huit mois'', Misl, Moscou, 2002, ; ''Godi v bolchoi politiké'', Soverchenno sekretno, Moscou, 1999.
58. Primakov, *Godi v bolchoi politiké''*, 207-221 ; Kantsler A. M. Gortchakov : 200 let so dna rojdeniya,Mockva, 1998,321-322,334.
- I. Ivanov, *Rossiya v sovremennom mire, Otveti na visovi XXI véka''*, OLMA – PRESS, Moscou, 2004, 102-103.
59. Primakov, *Godi v bolchoi politiké*. Les années dans La Grande politique'',41-242.
60. Radio-Canada. Nouvelles : L'OTAN et la Russie derrière les États-Unis, 13 septembre 2001 (22heures).
61. Judah, La violence en Europe *Le Monde diplomatique*, avril 2002.
62. Grigoriev, Le nouveau cours stratégique de l'OTAN en direction de la Russie'', *Stratégique*, no 56, 1997,82.
63. Baturine, A.Ilin, F.Kadatskii,V.Kostikov, M. Krasnov, A. Livchits, K. Nikiforov, L. Pikoya, G. Satarov, 476.
64. Konovalov, Les relations russo-américaines de 1991 à 2000, *La Revue International et Stratégique*, 176-178 .

65. *Nezavisimaya Gazeta*, décembre 1996
66. A. Gromyko, 414, v.1.
67. Cité par A. del Valle, Stratégie américaine en Eurasie et conséquences de la guerre du Kosovo. 12-38.
68. *Financial Time*, avril 1999.
69. Valle, Stratégie américaine en Eurasie et conséquences de la guerre du Kosovo, 1-40.
70. Z. Brzezinski, *Grand Chessboard (Velikaya chakmatnaya doska. Gospodstvo Ameriki i ero géostrategicheskoye gospodstvo)*, Perevod, O.M. Uralskoi, M. Mejdunarodniye otnocheniya, 1998, ch.2.,43.
71. *Ibid*, 45
72. Lénine, Vladimir, L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, ch.7,143-147.
73. Raymond Aron, Qu'est ce qu'une théorie des relations internationales?,844.
74. *Washington Post*, 7 mai 1999.
75. Radio Canada.ca-L'OTAN- Les 50 ans de l'OTAN.
76. Primakov, *Godi v bolchoi politiké*. 358.
77. Guskova, "Balkanskiy krisis : posledstviya i uroki dlia slavanskoro napoda",11.
78. *Newsweek*, 2 août 1999, par Jerry White.78.Guskova, "Balkanskiy krisis : posledstviya i uroki dlia slavanskoro napoda.10.
79. P. M. de la Gorce, Le sud-est de l'Europe sous l'emprise de l'OTAN, *Le Monde diplomatique*, mars 2002, 10-11.
80. Iakimets, Les dangers nucléaires à la lumière de la crise des Balkans, 3-6.
81. *Ibid*
82. *Washington Post*, 21 avril 1999.
83. *Krasnaya Zvezda*, octobre 1999.
84. Valle, "Stratégie américaine en Eurasie et conséquences de la guerre du Kosovo", p.18
85. Pushkov, La Russie et l'Occident : une relation menacée ?, 3.
86. E. Primakov, *Godi v bolchoi politiké''*, Les années dans Grand politique, 210.
87. L'Interview de Z. Brzezinski à Archipelag Russe, 29 novembre 2005, <http://www.archipelag.ru/g/opolitics/piryadok/balkany/knot/325,1>.
88. Konovalov, Les relations russo-américaines de 1991 à 2000'',79-80 .

Chapitre IV

1. Federovskii, Vladimir, Pour réussir la paix, il faut la Russie.1.
2. Serebranikov, *Kosovskaya et tsetcenskaya voina v massovom soznanii Rossii i Zapada''*, CozIs, 2000, n° 10, 66-71.

3. Bocharova, Olga, Russie et Occident'', Polit.Ru, 03.02.2000
4. Discours de Vladimir Poutine à la télévision, 27 août 2000 ;
5. Timchenko, Victor, *Putin i novaya Rossiya*, Feniks, Rostov na Donu, 2005;
- Morozov, Sergei, *Diplomatiya V. V. Poutina*, Izmailovskiy'', Moscou, 2004
6. Presse-conférence de V. Poutine au Saint – Pétersbourg, (27 juillet 2006).
7. Roth Stiven "Retour à l'hymne de Staline". Le choix de Vladimir Poutine, *Tribune de Genève*, 9 décembre 2000.
8. Facon Isabelle. La nouvelle doctrine militaire russe et l'avenir des relations entre la Russie et l'Occident, *Annuaire française de relations internationale*, V.II, mars 2001, 2-19
9. Presse -conférence de V. Poutine au Saint -Pétersbourg, (27 juillet 2006).
10. Entrevue V. Kuzar avec le colonel- général Y. Baloucievskiy, 12 novembre 2003, *Krasnaya Zvezd.a*
11. Allocution de V. Poutine au ministère des Affaires étrangères de Russie, à Moscou, le 12 juillet 2004.
12. Cité par Ivanov, *Rossiya v sovremenom mire » Otveti na vizivi XX veka*. 102.
13. Conférence de Presse de V. Poutine en Arménie (Erevan), 24 mars 2005.
14. *Novoie Vremia*, repris par Courrier International n° 552, 2006.
15. Timchenko, *Putin i novaya Rosiy*, Feniks, Rostov na Donu, 2005, 137-139.
16. *Ibid*, 137- 143.
17. Poutine précise les orientations de sa politique étrangère. Allocution de V. Poutine au ministre des Affaires étrangères russe, 12 juillet (Fête de la Russie) 2004.
18. *RIA-Novosti* Paris, 23 juin 2006.
19. Conférence de presse de V. Poutine en Allemagne, 10-12 octobre 2006.
20. Saint-Pétersbourg, (27 juillet 2006).
21. Dernière ligne droite avant le Sommet l'UE-Russie, *Euro News*, (14 novembre 2006).
22. L'Interview de Alexeï Miller, *Nezavisimaia Gazeta* (9 octobre 2006).
23. Discours de I. Ivanov 28 décembre 2001. RIA - Novosti
24. Le discours de V. Poutine au Ministère des Affaires étrangères russe à Moscou, (12 juillet 2002).
25. Morozov, Alexandre, "Diplomatiya V. V. Poutina", La Diplomatie de V. V. Poutine, "Izmailovskiy", Moscou, 2004, 23-32.
26. *Ibid*, 32-63.
27. *Ibid*. 123-136
28. Gamova, " RUAM na grani razvala", *Nezavisimaya Gazeta*, 17 octobre 2006
29. Morozov, "Diplomatiya V. V. Poutina", La Diplomatie de V. V. Poutine, "Izmailovskiy", Moscou, 2004, 9 7-98.
30. *Ibid*, 79-87 ; Voir *Vecteur orientale de la politique étrangère Russe*. Département de l'information et de la presse. Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, décembre 2005, e.mail: dip@mid.ru, web-address: www.mid.ru "Vecteur orientale de la politique étrangère Russe". Département de l'information et

de la presse. Ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, décembre 2005, e.mail: dip@mid.ru, web-address: www.mid.ru ,Presse -conférence de

31. V. Poutine au Saint-Pétersbourg, 27 juillet 2006. Conférence de presse en Allemagne 12 octobre 2006 ; Voir Vecteur oriental de la politique étrangère Russe. Département de l'information et de la presse. Ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, décembre 2005.

32. Intervention de V. Poutine à la cérémonie de la remise des lettres de créance au Kremlin, 2 avril 2002.

33. La Russie met en doute les résultats de l'autopsie de Milosevic, France-Presse, 14 mars 2006.

34. Jamet, Dine Russie, Géorgie, Ossétie : le chaudron brûlant du Caucase, *Courier international* 14 novembre 2006.

35. Conférence de presse de V. Poutine au Kremlin 31 janvier 2006.

36. Ferrari, Les milles visage du nationalisme russe, *Le Monde diplomatique*, mai 1997.

37. Surkov, Alexei, "La Russie a besoin d'une idéologie national", RIA. NOVOSTI, 28, 06, 2006.

BIBLIOGRAPHIE

Sources :

Berdiaef, Nikolai, *Russkaya idéya. Samopoznaniye*, Harkov: EKSMO-Press, 1998, p.621. *Sudba Rossii*, Harkov : EKSMO- Press, 2001, p.735

Gromyko, Andrei, *Pamatnoye*, vol.1, Moscow : Politizdat, 1987,p.479
Pamatnoye, vol.2, Moscow : Politizdat, 1987,p.413

Gorbachev, Mikhail, *Izbranniye Retchi i Statii*, Moscou: Politizdat,vol.4,1987,p.58.
 Ivanov Igor, *Rossiiia v sovremenom miré*, Moscou : Izdatelstvo "Olma press", 2004, p.637

Korjakov, Alexandre, *Boris Eltsine : Ot rassveta do zakata*, Moscou : Interbuk, 1997, p.479

Lénine Vladimir, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Editions sociales : Paris, 1979, pp.10-12,100-147

Primakov Evgenii, *Godi v bolchoi politiqi*, Moscou : Izdatelstvo "Soverchenno sekretno", 1999, p.443

_____ *Vosem mesatcev plus*, Moscou : Izdatelstvo "Misl", 2002, p.238

_____ *Mir posle 11 sentabra*, Moscou : Izdatelstvo "Misl", 2002, p.188

Tchitcherine Boris, *Istoriia politicheskikh utcheni*, Moscou : Izdatejstvo :Russkoje slovo, 1902, p.312

Trotsky, Léon, *Histoire de la Révolution russe*, Paris, 1979, pp. 510

OUVRAGES ET LES ARTICLES SCIENTIFIQUES

- Alexandrova – Arbatova, Nina, “*Otnocheniya Rossii i Zapada posle kosovskogo krizisa*”, www.forum.ru, 4,08.2000, p.2-8
- Achcar, Gilbert, “Comment l’OTAN survécu a la guerre froide”, *Le Monde diplomatique*, avril 1999, p.4
- Abderrazek, El, “Les grandes desseins de la géopolitique usaaméricaine”, www.diplomeb.com. *Géopolitique*, mars 2004, p.1-23
- Allison, Graham, “14 years after evil empire, a stable Russia”, *The Boston Globe*, 26,12, 2006, pp.1-2. Raymond, Aron, “Qu’est -ce qu’une théorie des relations internationales? *Revue français de science politique*, 17 :5, octobre 1967, pp.837-861
- Bordeu, Daniel, “La doctrine militaire russe”, *Le Monde diplomatique*, 2004, P.8-12
- Brzezinski, Zbigniew, “Le grand échiquier : l’Amérique et le reste du monde”, (*Velikaya chakmatnaya doska. Gospodstvo Ameriki i ero géostrategicheskiye gospodstvo*), Traduit en russe par Uralskoi Olga, *M. Mejdunarodniye otnocheniya*, 1998, ch.2,
- Blotskii, Oleg, *Vladimir Putin*, Moscou : Osmos.Press, 2003,p.336
- Bachkatova, Nina, “Qui détient le pouvoir en Russie”, *Le Monde diplomatique*, mars 1998,p.22-23
- Baturine, Yourii., Ilin Alexandre, .Kadatskii, Feder., Kostikov, Vatcheslav., Krasnov, Micail, Livchits Alexandre, . Nikiforov, Pikoya, Ludmila, Satarov, Géorgii, *Époka Eltsina*, Vagrius, Moscou : Viagrus, 2001, p.814
- Botcharova, Olga, “*Rossiia I Zapad: obchnost ili otchujdeniie*’ *Polit.Ru*, 2000pp1-6
- Breault, Yann, Jolicoeur, Pierre, Lévesque, Jacques, *La Russie et son ex – empire. Reconfiguration géopolitique de l’ancien espace soviétique*. Montréal, Presses de sciences PO, 2003, p.347.

- Bélangier André et Vincent Lemieux, *Introduction à l'analyse politique*, Troisième réimpression, Montréal, 2001, p.321.
- Coulon, Jocelyn, *L'agression les États-Unis, l'Irak et le monde*, Outremont (Ouébec), Athènes, 2004, p.272.
- Chkoda Boris, *O tcheloveke, kotorii cvobodu stavil viche boga*, dans N. Berdiaev, *Sudba Rossii*, EKSMO –Press, 2001, p.2-24.
- Clairmont, Frédéric F., "La Russie au bord de l'abîme", *Le Monde diplomatique*, mars 1999, pp.1-7
- Carrère d'Encausse, Héléne, *Staline : l'ordre par la Terreur*, Paris : Flammarion, 1979, pp.224
- Collons, Michel, La guerre globale commence, *Stratégie Internationale*, janvier, 2000, p.4-15
 Chauvier, Jean- Marie, Les Etats-Unis à la conquête de l'Eurasie et du monde. *Le Monde diplomatique*, mars, 2004. Chute du Mur de Berlin et tournant en l'URSS, *Le Monde diplomatique*, 2003, p.3-18
- Duquette Michel, et D. Lameureux. *Les idées politique. De Platon à Marx*, Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 1999, P.480.
- Deutscher, Issac, *La révolution inachevée*, Paris, 1967, pp.229
- Duran, Duran, " Kosovo et les Balkans - Quels enjeux ?", *Le Monde diplomatique*, avril 2003, pp.1-2
- Dunne, Tim, "Libéralisme in John Baylis et Steve Smith(dir), *Thé Globalisation of World Politics : an introduction to international*(2 edition), Oxford : Oxford University press, 2002, pp.160-181.
- Ether, Diane, *Introduction aux relations internationales*, Montréal, Science PO, 2002, p.256
- Facon, Isabelle, Interview de Verluse, Pierre : "Quelle Russie en 2001", www.diplomweb.com. *Géopolitique*, 2001, P2-10 ; "La nouvelle doctrine militaire russe et l'avenir des relations entre la Russie et l'Occident", *Annuaire française de relations internationale*, V.II, mars 2001, p.18-32
- Federovskii, Vladimir, "Pour réussir la paix, il faut la Russie", *L'expansion*, 12-05-1999, p0.1-2, <http://www.lexpansion.com/Pages/Article=124780>;

- Ferrari, André "Les mille visages du nationalisme russe", *Le Monde diplomatique*, mai,
- Fisk Raymond, "Mensonges de Guerre au Kosovo", *Le Monde diplomatique*, août 1999,
- Gavrilov, Victor, Mirkiskin Bladimir, Vasilieva, Nina, *Balkanskii uzél*, Moscou : Zvonitsa – MG, 2005, 427
- Gorce, Paul-Marie "L'Alliance atlantique, cadre de l'hégémonie américaine" *Monde diplomatique*, avril 1999, pp.4-5 ;Le sud -est de l'Europe sous l'emprise de l'OTAN", *Le Monde diplomatique*, mars 2004,p.10-11
- Gamova, Svetlana, "RUAM na grani razvala", *Nezavisimaya Gazeta*, 17 octobre 2006
- Guskova. Elena, *Istoriia yugoslavskogo krizisa*, Moscou, Strana Ru, 9.052004, p.1-8 ; "Potchemu pervii udar bil nanesen po Yougoslavii", 8, 12, 2005, pp, 1-7, "Serbiia: Tragediia prodoljaetsa", Moscou :Kontinent, mars 2002, n*10,p.3-18, "Balkanskiy krizis : posledstviya i uroki dla slavanskoro napoda, Strana.Ru, p.1.-10, www.guskova.ru/wl.wars/1999-apr.
- Grigoriev, Sergei, "Le nouveau cours stratégique de l'OTAN en direction de la Russie", *Stratégique*, n*56,1997, p2-82.
- Ibos-Hervé, Caroline, "Les diplomates russes et la politique étrangère", *Centre d'études et de recherche internationales*, n* 32, octobre 1997, p.2-36.
- Iazikova, Alla, "Integratsiya Rossiya v sistemu Evro-atlanticheskoi besopasnosti-balkanskii aspect", *Vestnik Evropi*, 2002,n°5, p. 6-15. Judah, Tim, "La violence en Europe", *Le Monde diplomatique*, avril 2002 Jamet, "Russie, Géorgie, Ossétie : le chaudron brûlant du Caucase, 14 novembre 2006, *Courier international*.
- Iakimets, Vladimir, " Les dangers nucléaires à la lumière de la crise des Balkans", *Energie et Sécurité*, n*10, p.2, [http : //www.ieer ;org/enseccé/no/10frnc/danger.html](http://www.ieer.org/enseccé/no/10frnc/danger.html)
- Lavrinenko, Vladimir, "Politicheskaiia misl v Rossii v XIX – natchale XX veka". Politologija, Moscou, p. 541.

- Lévesque Jacques. La Russie et les États-Unis après le 11 septembre 2001 : l'énigme de Poutine, dans *Entre Kant et Kosovo* sous direction de A.M. le Gloanec, A. Smolar, Presses de Sciences PO, p.177-194.
- L'URSS et sa politique internationale (1987)*, ch,1-3, ch, 8-11,ch,12-15 dans *Politique étrangère de la Russie et des autres États successeurs de l'URSS*, 9^{pol} 4432-20), 2005, p.22-58, p.106-121.
- Hobsbawn, Eric, Interview de Martinez, Claudia, "Les conséquences de la chute de l'URSS", publié dans le Clarin, Suplemento Zona, 2,12 2001, pp.1-11.
- Hervé Kollet, "Russia: la tentation impériale", *Colisee*, 17 février, 2004, pp.1-3, <http://www.colisee.org,acricle=964>
- Kazantsev, Youriy, *Mejdunarodniye otnocheniya i vnechnaya politika Rossii*, Novosibirsk : Feniks, 2002, pp.351.
- Kozlov, Léonid, "Yougoslavski krizis i antizapodnije nastroyeniya v rossiyskoi natsionalnoi identichnosti, Rol vichero obrazovaniia v razvitii mejetnicheskoi toleratnosti"; Iaroslavl : YRPU, 2002.pp.106-114.
- Krasin, Yourii, *Publitchnaya politika v rossii*, Moscou : Gorbatchev-Fond, 2005, p.358.
- Kandel, Pavel, "Zapad i Rossiia v rossiskom obchestvennom mnenii", Moscou : Sovremenaia Evropa, 2000, n*2, p.28-41.
- Kozyrev, Andrei, "La nouvelle Russie et l'Alliance atlantique", *Revue de l'OTAN*, n° 1, 1993, p.1-8.
- Kremenuk, Vladimir, "Rossiia et SCHA : perviie uroki balkanskoro krizisa 1999", SCHA. Kanada : ekonomika, politika,kultura, n°10, 1999,pp.41-54.
- Konovalov, Alexandre. Les relations russo-américaines de 1991 à 2000", *Revue International et Stratégique*, p.171-192.
- Kertman, *Balkanski krizis i rosiyckaya politika*, [http :bd.fom.ru.report.cat.countries](http:bd.fom.ru.report.cat.countries), 28.04, 1999, pp.1-4.
- Khrusheva, Nina. Poutine le joueur de poker. *Projet Syndicate*, 10 janvier 2005, p.4-9.

- Maevskiy, Vladimir, "Rosskiy v Yougoslavii. Vzaimootnocheniye Rossii i Serbii", Moscou, v..2, pp.362.
- Manilov, Vladimir, "Sécurité nationale : valeurs, intérêts et objectifs", *Voennaya Misl*, n*6, novembre-décembre 1995, pp.21-39.
- Melkov, Dmitri, *Gumanitarnaya katastrofa*, disser-club, narod, ru, 1999.
- Matveev, Rosija na rubeje tisichiletsiya, disse-club. Narod. ru, 2005.
- Morozov, Sergei, *Diplomatiia Putina*, Moscou:, Izmailovskii, 2004, p.251. Maevskiy, "Rosskiy v Yougoslavii. Vzaimootnocheniye Rossii i Serbii"
- Menderes, Marie, "International sans territoires", *Cultures et Conflits*, n*.21 - 24, 1996, p.12-29.
- Nikiforova, Tatiana, "Nachi zabitie tsenosti, del Valle", Moscou, I Iskran. Ru. 2003, p.3-9.
- Pakhalina, Tatiana, « Some resultats of Russian politivity in the Balkans during the Kosovo Crisis : What next », 8 , 06.2005, p1-4. <http://www.prof.msu.ru/publ/balk/007.htm>
- Protopopov, Alexandre, Kozmenko, Victor, Elmanova, Nadejda, *Istoriya mejdunarodnik otnocheniy I vnechney politiké Rossii*, Moscou: Aspect- Press, Moscou, 2001, 2003, p.342.
- Pushkov, Alexei. La Russie et l'Occident : une relation menacée ? *Revue de L'OTAN*, n°1, 1994, p.1-10.
- Ruskova, Elena, *Novaia strategii NATO*. Moscou : Novii Mir, mars 2002, P18-19.
- H. Roth. Retour à l'hymne de Staline. Le choix de Vladimir Poutine, *Tribune de Genève*, 9 décembre 2000, p.1-11.
- Richter, Patriqie, La lutte pour le pétrole de la mer Caspienne, la crise en Russie et l'éclatement de la Communauté des États-Indépendants. , *Centre d'études et de recherche internationales*, n* 21, juin, 2000, p.2-14.
- Shively, Philips, Venne, Jules- Pascal, Finkel, Annik, *Pouvoir et Décision*, Montréal-Toronto, Chenenellère. Mc Grew-Hill, 1999, p.292.
- Sapir, Jacques, "Sur fond de Guerre en Tchétchénie. Autisme occidentale envers la Russie", *Le Monde diplomatique*, décembre 1999, p.10.

- Stiglits, Joseph, "Qui a perdu la Russie", dans *La Grande Désillusion*, Paris : Foaer, 2002, pp.218-252
- Surkov, Alexei, "La Russie a besoin d'une idéologie national", RIA. NOVOSTI, 28, 06,2006.
- Serebranikov, Viktor, "*Kosovskaya et tcetcenskaya voina v massovom soznanii Rossii i Zapada*", CozIs, 2000, n*10, pp.66-71.
- Timchenko Victor, *Putin i novaia Rossiia*", Feniks, Rostov na Donu, 2005, p.410.
- Trenin, Dmitriy, Interview de Dolgin, Boris, "Sdelka Putina s SCHA ne sostoialos", Polit.Ru, 6, 07, 2006, pp.1-12.
- Troude, Gilles, Les relations entre la Russie et les États-Unis, *Le Monde diplomatique*, 2002, pp.107
- « L'Europe du sud », *Le Monde diplomatique*, mars 2004
- Valle, Alexandre, "Les relations Union européenne-Russie, de la guerre froide à la guerre du Kosovo : approche géopolitique et stratégique", *www.strarégicsinternational.com*, 2 feurussi, pp.1-26.
- Stratégie américaine en Eurasie et conséquences de la guerre du Kosovo, *Stratégie internationale*, 2003, pp.1-40.

Autres documents consultés

- Annual Adress to the Federal Assembly, Kremlin, 25 avril 2005.
- Presse -conférence de V. Poutine au Saint – Pétersbourg, 27 juillet 2006.
- Presse – conférence de V. Poutine en Arménie (Erevan), 24 mars 2005.
- Allocution de V. Poutine au ministère des Affaires étrangères de Russie, à Moscou, le 12 juillet 2004.
- Le discours de V. Poutine au Ministère des Affaires étrangères russe à Moscou, 12 juillet 2002.
- Intervention de V. Poutine à la cérémonie de la remis des lettres de créance au Kremlin, 2 avril 2002.
- Conférence de presse de V. Poutine au Kremlin 31 janvier 2004.
- Conférence de presse de V. Poutine en Allemagne, 10-12 octobre 2006 Discours de Vladimir Poutine à la télévision, 27 août 2000.
- Discours de I. Ivanov 28 décembre 2001. RIA-Novosti.
- Entrevue V. Kuzar avec le colonel- général Y . Baloucievskiy , 12 novembre 2003, *Krasnaya Zvezda*.
- L'Interview de Alexeï Miller, *Nezavisimaia Gazeta* 9 octobre 2006.
- L'Interview de Nikonov, Victor, *Nezavisimaya Gazeta*, mai 2003.
- L'Interview de Z. Brzezinski à Archipelag Russe, 29 novembre 2005, <http://www.archipelag.ru/g/opolitics/piryadok/balkany/knot/325,p.1>.
- RIA-Novosti – Paris*, 23 juin 2006.
- Dernière ligne droite avant le Sommet l'UE-Russie, *Euro News*, 14 novembre, 2006.
- « Vecteur orientale de la politique étrangère Russe ». Département de l'information et de la presse. Ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, décembre 2005, e.mail: dip@mid.ru, web-address: www.mid.ru ;
- La Russie met en doute les résultats de l'autopsie de Milosevic, *France-Presse, Novoie Vremia*, repris par *Courrier International* n°52, mars 2006.

Krasnaja Zvezda, 28 mars 1999, p.2.

ITAR-TASS, 31 mars 1999.

Nezavisimoye Voennoye Obosreniye, 31 mars 2000, p.1 *Nezavisimaja Gazeta*, 22 avril 2000, p.2.

Nezavisimaya Gazeta, 2 décembre 1996. *Izvestia*, 30 mai 2000.

Krasnaya Zvezda, octobre 1999.

Newsweek, 2 août 1999, par Jerry White.

Washington Post, 7 mai 1999.

Financial Time, avril 1999.

Radio Canada.ca, L'OTAN- Les 50 ans de l'OTAN.

Radio – Canada. ca – Nouvelles : L'OTAN et la Russie derrière les États-Unis, 13 septembre 2001, pp.1-2.

Washington Post, 21 avril 1999.

International Herald Tribune”, 22-08-1999.